DE CHACUN SELON SES MOYENS
A CHACUN SELON SES BESOINS

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

LE COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T. A.I.T.

Dans une véritable société, il ne doit y avoir ni riches, ni pauvres.
Les riches, qui ne veulent pas renoncer au superflu en faveur des indigents, sont les ennemis du Peuple.
Gracchus BABEUF

1er JUILLET 1965
NUMERO 356
0,50 F. LE NUMERO
37e ANNEE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL • SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS • NOUVELLE SERIE

ALGERIE : Liquidation de la révolution ?

LE 18 juin, Ben Bella démentait un prétendu « conflit qui existerait au sein de la direction révolutionnaire en Algérie » et affirmait que, sous sa direction socialiste, son pays était « plus uni que jamais ». Fort de cette affirmation gratuite, il annonçait des mesures de clémence en faveur des « égarés », pour employer son expression, à la tête desquels se trouvait Aït Ahmed.

Le 19 juin, à 3 h. 30, un détachement de l'A. L. N. prenait position à la villa du président de la « République démocratique et populaire » et, dans la matinée, le renversement du chef de l'Etat algérien était porté à la connaissance du monde entier.

On pouvait penser un instant que le peuple algérien, désabusé par un socialisme d'Etat qui ne lui a rien apporté, avait décidé de prendre les choses en mains et de pousser jusqu'au bout les conquêtes de la guerre et de la révolution. **Mais on devait bientôt se rendre compte qu'il n'en était rien :** une révolution de palais ne saurait mettre en jeu que le mode d'exploitation du peuple et non pas traduire les aspiration profondes de ce peuple. **L'appel des putschistes au respect d'une discipline imposée d'en haut et appuyée par la force armée, la censure complète imposée d'urgence à tous les moyens d'expression ont démontré d'emblée le caractère** autoritaire et **purement** politique **des événements. On ne nous fera pas prendre un simple coup d'Etat pour un réflexe populaire, et l'on ne nous fera pas croire que les nouveaux dirigeants ont agi avec l'appui moral des masses exploitées. Le peuple algérien a tout simplement changé de maîtres et nous craignons, en ce qui nous concerne, que ses nouveaux maîtres ne soient pires que les précédents, bien qu'ils aient été également à nos yeux les liquidateurs de la révolution sociale algérienne.**

Ben Bella déclarait très récemment : « Dans ce pays, il n'y a jamais eu d'autre parti que le F.L.N. et il ne saurait y en avoir d'autres. » C'est la conception du parti unique et dictatorial, inaugurée en U.R.S.S., que nous connaissons trop bien (l'existence de plusieurs partis ou d'un seul aboutit d'ailleurs pour nous au même résultat : asservissement des travailleurs par l'illusion politique et trahison des revendications sociales et économiques). Les nouveaux dirigeants ne changeront pas grand-chose à la formule : conservant l'appareil bureaucratique ils donneront, de par leur appartenance, un caractère nettement militaire **à la nouvelle dictature et n'auront pas honte, comme leurs prédécesseurs, de se revendiquer du socialisme. Car les récents événements d'Algérie ne correspondent pas à une révision de fond de l'idéologie, mais à une** réforme des structures **destinée à préparer la** soumission complète des masses à l'appareil d'Etat.

Le fait que le leader Boumedienne affirme que « l'armée doit jouer un rôle politique » montre assez qu'il entend conserver les structures d'une société calquée sur la société capitaliste, car le véritable socialisme interdit, par définition, la persistance d'entités telles que l'armée « régulière », l'« armée de métier » faite de mercenaires qui, pour la plupart, n'ont aucune position idéologique et pour lesquels se battre n'est pas une nécessité révolutionnaire, mais un gagne-pain assuré dans un pays en complète désorganisation économique. Ces gens, qui ont fait un métier de la guerre, seront toujours avec les exploiteurs contre le peuple, même s'ils se trouvent, du jour au lendemain, en contradiction avec eux-mêmes.

La conception d'une « armée du peuple, au service du peuple », qui serait celle du colonel Boumedienne, est une mystification de plus, car une armée de métier est seulement au service de celui qui la paye le mieux. A cette conception, le véritable socialisme révolutionnaire **oppose** l'armement général du peuple **et la formation de milices prolétariennes placées sous la direction du peuple lui-même et auxquelles doivent être étrangères toutes notions de** hiérarchie.

Mais le véritable socialisme, ou communisme libertaire, **fondé sur** l'égalité économique et sociale, l'organisation fédéraliste et rationnelle de la production et de la consommation, la suppression du profit, **ne s'impose pas d'en haut, mais saurait être seulement le fait d'une** initiative consciente des masses exploitées : **et c'est là que nous devons craindre le pire pour l'Algérie et, à moins d'une réaction violente des masses contre la dictature militaire de l'A.L.N.,** la liquidation définitive de la révolution sociale algérienne, **car les nouveaux dirigeants entendent durcir l'intervention étatiste dans l'organisation des structures économiques et s'opposer à toute initiative populaire (inspirée dans une certaine mesure du véritable fédéralisme)** dans ce domaine.

On peut donc présumer que l'orientation de la politique « sociale » algérienne aboutira à un capitalisme d'Etat **semblable à celui du bloc soviétique bien que, par ailleurs, les nouveaux leaders soient réputés favorables aux conceptions pro-chinoises.**

Pour notre part, nous dénonçons la dictature de demain comme celle d'hier et comme nous dénonçons toute forme de dictature et d'asservissement économique et intellectuel de l'individu. Nous ne cesserons de répéter que le socialisme ne se construit pas par en haut mais par en bas, par l'initiative et la volonté révolutionnaire des exploités **et non par un parti politique ou une dictature militaire dont les seuls buts sont la conservation du** pouvoir **et des privilèges par l'esclavage des masses.**

L'Etat, c'est l'abstraction qui réprime, au nom du maintien d'un certain nombre de privilèges, l'évolution naturelle tendant à la satisfaction égale des besoins, à l'égalité économique et sociale du fédéralisme libertaire, c'est la négation de la vie.

Les syndicalistes révolutionnaires pensent qu'il y a beaucoup plus de raison pratique et d'esprit dans les inspirations instinctives et les besoins réels des masses populaires que dans les structures complexes et incompétentes des Etats, qu'ils se disent capitalistes ou communistes, qui n'aboutissent qu'au gaspillage des forces productives et des richesses naturelles pour sauvegarder les hiérarchies factices, les privilèges et les profits.

En Algérie, comme partout ailleurs, la Révolution sociale sera possible lorsque les masses laborieuses ne se laisseront plus subjuguer, formeront leurs propres mouvements sociaux historiques et agiront selon leur propre gré.

L'anarcho-syndicalisme, plus que jamais, apparaît comme la seule issue capable de sortir les masses, par leur propre volonté, de l'impasse et de l'illusion politiques.

Les complots

Le renversement du gouvernement de Ben Bella a suscité une certaine surprise dans l'opinion publique et certaines prises de position. Selon les milieux, on a parlé de coup d'Etat ou de renversement de régime, mais il eût été préférable de parler de complot.

Bien sûr, les termes ne changent rien aux situations et, apparemment, les intérêts capitalistes ne semblent pas menacés en Algérie. *Les Echos* du 22 juin rassurent les trafiquants de valeurs en bourse, dans ces termes :

Les perspectives concernant le pétrole saharien ne paraissent pas, pour l'instant, remises en question par le coup de force d'Alger.

Par contre, les quelques réformes sociales qui semblaient vouloir être faites dans ce pays, risquent fort de n'être que des mort-nées ; car selon des sources d'information assez sûres, Ben Bella n'aurait été destitué que parce qu'il était trop libéral aux yeux du colonel Boumedienne. En termes plus clairs, se sont les ultra-réactionnaires qui l'ont emporté sur ceux qui, malgré tout, avaient trahi la véritable révolution du peuple algérien et maintenaient, par ailleurs, des relations « amicales » avec Franco, le bourreau du peuple espagnol.

Vouloir se prononcer pour l'un ou pour l'autre serait l'équivalent de choisir entre la peste et le choléra. Le peuple algérien, contraint par les colonialistes à s'exiler pour vivre, assez modestement du reste, n'en a pas moins continué à quitter sa terre natale sous la domination de Ben Bella et fera probablement de même avec Boumedienne et consorts. Le seul espoir qu'il lui reste c'est que, en attendant la véritable révolution, ces règlements de comptes ou ces coups de force entre les différents candidats au pouvoir le débarrassent de bon nombre de ses ennemis de classe.

Comme disait notre bon La Fontaine : « Tenez toujours divisés les méchants ; la sûreté du reste de la terre en dépend. Semez entre eux la guerre, ou vous n'aurez avec eux nulle paix. »

Cela dit, et sans désavouer le grand fabuliste français, nous ne pouvons, par principe, approuver la méthode du complot. Certes, on nous rétorquera qu'un peuple opprimé peut en être réduit à comploter pour se libérer du tyran ; mais dans ces cas, il s'agit plutôt de la préparation clandestine d'un acte justicier qui doit, précisément, rétablir cette liberté fondamentale que chaque individu doit avoir afin de s'exprimer sans être inquiété.

Le complot c'est autre chose ; c'est lâche, mesquin et souvent criminel. Le comploteur a la possibilité de s'exprimer librement, comme c'était le cas pour Boumedienne, puisqu'il était un membre influent du parti et aussi du gouvernement ; mais étant mû par d'obscurs desseins, ses idées, ses pensées s'accommodent mal de la lumière et de la logique. C'est, peut-être, une des raisons du rapprochement qui est souvent fait entre l'obscurantisme et le jésuitisme...

En tout cas, nous ne pouvions laisser passer une aussi belle occasion de traiter, quoique succinctement, un sujet de cette importance.

Le complot peut provoquer la désintégration de toute une organisation ; par conséquent, dans les milieux ouvriers où la force essentielle réside dans la confiance réciproque et sans ambiguïté de tous les militants, conscients du rôle déterminant qu'ils ont à jouer dans la révolution sociale, il est indispensable de se préserver de ce danger comme d'une maladie contagieuse.

Oui, car en effet, il s'agit bien d'une maladie contagieuse qui atteint le moral de l'organisation ; or, sans moral et sans confiance les peuples seront toujours des esclaves à la merci des tyrans.

Souhaitons donc que le travailleur algérien, plutôt que de prendre parti pour les uns ou pour les autres, œuvre enfin à son émancipation intégrale.

J. SORIANO

Les paroles

Celles que vous allez lire, je les trouve sous la signature de Jacques Gagliardi, dans *Combat* (15 juin 1965) :

Il y a quelques inconvénients à être gouverné par une intelligence saturnienne soutenue par un mauvais caractère. Il n'y en a pas moins à l'être par une foule de démocrates professionnels, qu'ils s'intitulent chrétiens ou socialistes. Dans un cas comme dans l'autre, le verbe règne, plus ou moins éloquent, les mots flottent au-dessus d'une réalité qui les ignore. De Gaulle, comme artiste, a seulement beaucoup plus de talent que les congrès de la SFIO et du MRP réunis.

Qui ne souscrirait à de pareilles constatations ?

Cela dit, l'auteur étoffe son article en nous présentant l'exemple de plusieurs pays, tel la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, l'Espagne. Les gouvernements de ces différents pays, dit-il en substance, ne valent pas mieux que le nôtre, et il n'y a pas lieu de leur envier leurs dirigeants. Le tout sur un ton ironique assez plaisant. La fin ne comporte pas de conclusion, mais il semble que l'on doive, automatiquement, en dégager celle-ci.

Bah !, pourquoi tant s'agiter ? Pourquoi changer, puisque, en définitive c'est toujours la même chose !

Eh oui ! C'est toujours la même chose, du moins si l'on n'envisage point d'autres changements que celui des gouvernants. C'est toujours la même chose, c'est-à-dire la domination du fort sur le faible, du riche sur le pauvre, du malin sur le naïf, du débrouillard sur l'estropié de cervelle !

C'est toujours la même chose, c'est-à-dire que, dans l'ensemble, le progrès humain, freiné, retardé, arrêté parfois par les mêmes coalitions d'intérêts qui existent à toutes les époques, n'avance qu'à pas de tortue.

Nous savons pourtant, nous, que cela pourrait très bien n'être pas toujours la même chose. Nous savons que des changements radicaux dans la production et la distribution amèneraient des changements considérables dans notre façon de vivre. Nous savons que les réformes de structure, comme on les appelle depuis l'entre-deux-guerres, pourraient modifier profondément l'existence de la communauté.

Nous savons que l'abandon de nos usages archaïques d'enseignement et de formation des individus, et l'application de méthodes nouvelles, fondées sur les expériences scientifiques modernes, pourraient modifier du tout au tout le comportement de notre population, et pas seulement de nos « élites ».

Nous savons encore que la disparition du carcan Pouvoir, Armée, Religion annoncerait le début d'une véritable ère de bonheur pour toute l'humanité.

Mais nous savons aussi que ce carcan ne tombera pas de lui-même, que les trois termes qui le composent sont farouchement opposés à toute émancipation véritable des individus, et qu'il serait vain de s'en prendre seulement aux seuls tenants du Pouvoir, aux seules culottes de peau de l'Armée, et aux seuls ensoutanés de la Religion.

Tout doit se faire simultanément, et entièrement, par le peuple enfin instruit et éduqué, sinon... ! Sinon, à quoi bon s'agiter, à quoi bon changer les tenants du pouvoir, puisque tout restera la même chose !

BLANQUET

COMMUNIQUE

Les responsables et les camarades qui désirent l'insertion de textes dans le Combat Syndicaliste, **sont invités à adresser les manuscrits :**

OBŒUF Yves
Rédaction du Combat Syndicaliste.
39, rue de la Tour d'Auvergne.
Paris (IXe).

Les militants de province sont invités à participer activement à la vie de notre hebdomadaire en adressant à la rédaction du journal les textes qui leur paraissent devoir être insérés, plus particulièrement les échos des luttes sociales qui se déroulent dans leur région et auxquelles ils sont amenés à participer.

Nécessité de la violence (1)

Ne trouvez-vous donc pas absurde que nous songions, nous, minorité de particuliers, à employer des moyens administratifs et moraux, à faire appel en un mot à la conscience des gouvernants, alors qu'eux-mêmes ne nous tiennent en bride que grâce à la force policière dont ils disposent ?

A la force il n'y a qu'une chose à opposer : la force.

Or, de quel côté est la force ? Croyez-vous qu'elle soit du côté des oppresseurs ? Certes non. La force est du côté des opprimés, mais ils n'en ont pas conscience.

Notre tâche est précisément de leur faire prendre conscience de leur force et de leur montrer qu'ils n'ont qu'à lever le petit doigt *tous ensemble* pour que le gouvernement plie et, même, disparaisse.

Il est tout de même paradoxal que la force soit du côté des opprimés et qu'ils restent des opprimés, qu'ils ne tentent pas la moindre action *de masse* pour se libérer.

Eh bien ! Tout le mal vient des *partis*. En effet, que font les partis ? Loin d'éduquer l'individu, de l'amener à penser par lui-même, loin de l'amener à une véritable prise de conscience, à la fois des iniquités qui l'entourent et de sa force, les partis inféodent l'individu, s'en servent comme d'un *moyen*, négligeable dans ce qu'il a d'unique, d'arriver à leurs propres fins. Et quelles seront ces fins ? Remplacer les oppresseurs par d'autres oppresseurs. Remplacer le corbeau par un vautour, le vautour par un aigle, tous ces oiseaux de proie se repaissant l'un après l'autre des restes du misérable prolétaire mort à la tâche après n'avoir goûté à aucune des joies saines de la vie.

Et les individus se laissent prendre à cette mascarade parce qu'ils croient se mettre sous la *protection* d'une force capable de défendre leurs intérêts particuliers, tout comme les serfs se mettaient sous la protection du seigneur au lieu de prendre conscience de leur propre force, de s'organiser et de se défendre à la fois contre les abus du seigneur et contre les brigands de passage.

Vous n'arriverez donc pas à vous sauver par le *parti*, mais bien par *vous-mêmes*. Il ne s'agit pas non plus de lutter seul ; mais, au lieu de vous livrer pieds et poings liés à une « *raison sociale* » qui ne fera que vous exploiter, se servira de vous, comme on se sert déjà de vous, il s'agit de vous *associer*, sans rien perdre de votre intégrité, au sein d'un syndicalisme véritablement révolutionnaire.

Les libertés, ne les *demandez* pas à votre député, car vous ne les obtiendrez jamais, pour la bonne raison que l'intérêt de cet homme, à présent qu'il est député est précisément que vous ne les obteniez pas et que l'état de choses actuel dure le plus longtemps possible, au moins le temps nécessaire pour qu'il emplisse ses poches et se retire, la conscience tranquille, dans une villa de campagne où on viendra encore le consulter (jusqu'où peut aller la bêtise humaine ?) pour lui demander des conseils.

Cessez donc de *mendier* les libertés que vous désirez. D'abord, cela est avilissant, et ensuite vous ne les aurez pas. Pourquoi demandez-vous l'aumône de ce qui est votre bien ? Prenez-le donc sans faire tant d'histoires. Alors seulement vous pourrez vous qualifier du titre d' « homme libre ».

Il n'y a qu'en se constituant comme force que le peuple obtiendra *sa* liberté.

Qui dit force ne dit pas obligatoirement lutte et violence. Mais comme le tyran ne tient pas à voir son système menacé, il est à prévoir qu'il mettra en action toute la force dont lui aussi croit disposer.

Quand la force policière verra qu'elle a en face d'elle une autre force, décidée et semblant si certaine de ses droits, elle réfléchira avant de faire usage des armes et s'apercevra sans doute que les aspirations de ces révoltés sont, en fait, les mêmes que les siennes et, refusant d'être *mercenaire*, elle passera du côté des insurgés. La mentalité de certains est si déformée que les choses, je vous l'accorde, peuvent ne pas se passer aussi simplement. Alors, il y aura affrontement et notre action sera « la révolte permanente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite ».

Nous ne le souhaitons pas, bien sûr, mais, comme le dit Kropotkine : « L'homme n'a de droits que ceux qu'il a acquis de haute lutte. Il n'a de droits que ceux qu'il est prêt à défendre à chaque instant les armes à la main. »

Les revendications n'aboutiront à rien par le syndicalisme réformiste, les lois et toutes ces fadaises, car ce que l'on demande à l'Etat et qu'il nous octroie d'une main avec un grand serrement de cœur, il ne manque pas de le reprendre de l'autre main.

« Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. »

SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE !

SEVY

(1) Voir « C. S. » n° 355.

Le temps des caricatures

Depuis quelque temps, nous assistons aux tentatives bouffonnes d'un certain nombre de personnages qui s'intitulent de gauche, et qui se démènent beaucoup afin de créer de nouveaux groupements, de nouvelles fédérations politicardes, pour reconquérir l'attention d'un public qu'ils ont par trop désabusé. Ce qui est le plus comique, c'est l'usage que font ces gens du mot « socialisme », dont ils semblent considérer que le grand âge autorise maintenant à l'accomoder à toutes les sauces ; sans aucune pudeur, ces messieurs les réformistes, dont la seule ambition actuelle est d'assurer à leurs maffias la plus grande influence possible, et qui, après s'être contentés pendant longtemps de ne pas les tenir, ont purement et simplement rayé de leurs programmes les promesses de socialisation, mêmes timorées, ces messieurs donc continuent à s'affubler d'une étiquette qui ne trompe pourtant plus personne.

On a vu certain leader, ces derniers temps, dire qu'il admettait l'idée d'une fédération socialiste « à condition que ce socialisme n'implique aucune idée collectiviste », autrement dit, on semble admettre maintenant que socialisme et capitalisme (privé ou d'Etat) ne sont nullement contradictoires. Socialisme, encore une fois, ce n'est plus qu'un nom derrière lequel doivent se regrouper tous ceux qui n'ont de commun que la volonté de conquérir le pouvoir pour le pouvoir, et qui ne se différencient de leurs semblables de la droite que par un respect purement théorique de vieilles nostalgies révolutionnaires, à condition qu'elles soient inoffensives.

Car que répondraient tous ces « camarades », si on leur demandait quelle signification a pour eux ce mot ? Peut-être parleraient-ils de progrès social et économique, mais sans aucun bouleversement, bien sûr, des structures actuelles de la société, car, ne manqueraient-ils pas d'ajouter, les révolutions sont choses démodées et portent bien moins de fruit (surtout pour les politiciens timorés) que le capitalisme « démagogico-social », sans doute se fâcheraient-ils et vous traiteraient-ils de réactionnaire si vous leur répondiez que n'importe quel régime : libéral, communiste, fasciste ou monarchiste obtiendrait sur ce seul plan de progrès économique qui les intéresse, autant, sinon plus de résultats qu'eux.

Devant cette caricature de socialisme, et devant toutes ses semblables qui se multiplient : caricatures de partis ouvriers, caricatures de syndicats, caricatures de révolutions, caricatures de révolutionnaires, on est tenté de se laisser aller à un écœurement résigné ; pourtant, qu'y a-t-il d'étonnant à cela ? Tant que la société est divisée en classes, celui qui accepte de franchir la barrière, même avec l'aide de la classe dominée pour s'intégrer à la classe dominante, que ce soit ou non sous le prétexte de la détruire par l'intérieur, est nécessairement intégré par elle. Il accepte de jouer le jeu du pouvoir, de l'exploitation et, se trouvant mieux seul aux sommets où il s'était élevé en avant-garde, ne pense plus qu'à s'y maintenir. Encore une fois est démontrée l'évidence dont beaucoup refusent encore de se pénétrer : il ne sert à rien de conquérir le pouvoir, il faut le détruire ; il ne sert à rien de vouloir transiger avec la bourgeoisie en jouant son jeu, il faut l'isoler.

Face à toutes ces caricatures, il est nécessaire de crier bien haut ce qu'est le vrai socialisme, et de faire apparaître les soit-disant socialistes eux-mêmes comme des caricatures, de montrer par les faits, en nous organisant nous-mêmes, comment nous entendons faire notre socialisme sans eux et contre eux.

J. F. B.

A propos d'un projet de loi

Un camarade canadien d'expression française a récemment appelé notre attention sur un projet de loi qui est actuellement en discussion dans son pays et qui concerne, comme il le fait très bien remarquer, la liberté de la presse. Il s'agirait, sous prétexte d'antiracisme (et certes nous ne saurions condamner ce motif), de punir sévèrement quiconque publie (ou divulgue simplement par le moyen de la poste), un écrit de nature à nuire à la réputation de quelqu'un ou d'outrager sa personne.

Voilà qui est parfait s'il s'agit d'interdire la propagande pro-raciste soutenue par quelques néo-fascistes inféodés au capitalisme international, propagande qui ne semble pas, d'ailleurs, avoir trouvé beaucoup d'écho au Canada.

Toutefois, je pense que nos amis d'expression canadienne devraient tout de même se méfier, car cette loi ressemble fort à une série de lois « scélérates » dont les anarchistes d'expression française ont pu goûter jusqu'à ce jour toute la rigueur et toute l'élasticité lorsqu'il s'agit de condamner, coûte que coûte, un individu qui n'a pas l'heur de plaire aux gens en place.

Car si dénoncer l'exploitation capitaliste des Etats-Unis ou de l'Union soviétique et de leurs satellites respectifs, en un mot l'exploitation capitaliste organisée à l'échelle mondiale, si défendre les droits des opprimés en accusant les exploiteurs est considéré comme nuisible à ces derniers, si condamner l'obscurantisme et l'asservissement violents qui maintiennent l'Espagne depuis un quart de siècle dans la misère économique et la terreur intellectuelle, si cela peut être interprété comme nuisible à la réputation de quelques-uns, alors il faut craindre, pour nos camarades canadiens, la pire répression et le muselement complet de la presse libertaire. Comme le fait remarquer le ministre des Postes canadiennes lui-même, la loi projetée ouvre la voie à une « répression non justifiable de la presse » et il apparaît « impossible d'en fixer les limites ».

Pour notre part, nous savons bien quelle peut être la seule limite d'une loi : il s'agit et ne peut s'agir que de la *force* dont disposent ceux qui ont adopté cette loi dans leur propre intérêt. Car celui qui dicte les lois peut bien les enfreindre chaque jour : peu lui importe du moment qu'il sait avoir derrière lui la force policière qui justifiera à coups de matraque ses décisions. Mais qu'il s'agisse d'un pauvre bougre qui n'a ni relations ni argent et vous verrez comme il est facile d'interpréter n'importe quel texte de loi pour le jeter entre quatre murs et derrière des barreaux.

Comme nous l'avons déjà dit, la loi étant la codification pure et simple du système d'exploitation en vigueur, il ne servirait à rien de la discuter et nous ne ferions simplement, ce faisant, que reconnaître le droit à cette exploitation. Les maîtres font voter des lois destinées à asseoir leur domination et à lui donner, dans l'esprit des masses, un caractère sacré. Aussi, pour l'esclave, la loi n'est faite que pour être violée, car un esclave, par définition, n'acceptera jamais d'être esclave.

GRACCHUS

EN BREF

MAROC

Les ouvriers de la filature « Filbroc », à Rabat, qui étaient en grève depuis le 5 mai sans obtenir satisfaction de la part de la direction (celle-ci est européenne et très sûrement habituée à laisser pourrir l'action des travailleurs), ont pris la meilleure décision que puissent prendre des ouvriers : Ils ont occupé l'usine.

Oui, ils ont occupé l'usine, l'ont prise en main et veulent la gérer à leur propre profit.

Bien sûr, le gouvernement marocain va certainement déjouer leurs nobles intentions, parce que la solidarité capitaliste sera, encore une fois, plus vivante que celle des travailleurs ; mais c'est égal, l'exemple est là. Il prouve que la conscience de classe n'est pas totalement annihilée et que la classe ouvrière saura, tôt ou tard, gérer équitablement ce que, pendant des siècles, les classes dominantes avaient accaparé pour le malheur de nombreuses générations d'hommes.

Hommage soit donc rendu à ces partisans de l'action directe de Rabat.

ITALIE

Les statisques officielles italiennes indiquent actuellement une augmentation inquiétante du nombre des chômeurs. Il paraît qu'au 1er mai 1965, 1.174.547 chômeurs auraient été enregistrés dans ce pays.

Trop de tristes souvenirs nous restent de ce pays et cette situation précaire ne manque pas de nous préoccuper.

Voici ce que disait P. Besnard au sujet de cette Italie d'après 1914 :

Le fascisme naquit en Italie parce que ce pays, dès la conclusion de la paix, traversait une succession de crises. Ces crises avaient créé une situation absolument intenable qui mettait le régime en question, surtout après la tentative de prise des usines, en septembre 1920.

L'Italie d'aujourd'hui mérite un autre destin, mais à la seule condition que son peuple se dégage de l'emprise politique et religieuse et se forge son propre avenir.

España en éxodo

La desmembración del agro español y su causa: la miseria

La clase propietaria y el gobierno españoles, tan desdeñosos del bracero, empiezan a preocuparse por la deserción de la mano de obra de la tierra. Aldeas enteras emigran hacia las capitales del interior y también hacia el extranjero. El hambre no admite sesudas reflexiones ni consideraciones patrióticas. Vida, solamente tenemos una, y ésta no la salvarán ni satisfarán los terratenientes, los gobiernos eternamente prometedores, ni las Cortes constantes tejedoras de baldías reformas agrarias. Durante la guerra, la Confederación Nacional del Trabajo resolvió de cuajo el problema entregando la tierra a los trabajadores, probándose que extirpada la planta feudalista los pueblos agrícolas se recobran y el entusiasmo lugareño —como el surco— reflorece.

Una demostración de la fuga masiva de las familias campesinas la da cumplidamente una correspondencia que leemos en un diario franquista.

Dice así:

«Quince mil velezanos, en Vélez-Rubio; quince mil, en Barcelona:

» Dos noticias de los periódicos me han parecido lo suficientemente significativas como para hacer hincapié en ellas y en el grave problema que descubren, y ante el cual no todos los de aquí ni los de allí están alerta. En una crónica comarcal de «La Vanguardia Española» (21 de mayo) se decía que la ciudad de Tarrasa aumenta todos los días unos cincuenta habitantes, casi en su totalidad inmigrantes. O sea, en un año 18.000. Teniendo en cuenta que su población actual debe de ser de unos 80.000 habitantes (pido excusas a los tarrasenses si mis conocimientos estadísticos no estuviesen rigurosamente al día) en unos seis años habrá doblado su población.

» En «Solidaridad Nacional» (16 de mayo), R. Saladrigas-Riera entrevistó al Grupo de Coros y Danzas de la Sección Femenina de Vélez Rubio (provincia de Almería). Del diálogo entre las simpáticas muchachas y el periodista entresacaré exclusivamente algunos párrafos que aportan datos sociológicos dignos de tenerse en cuenta. La población de Vélez Rubio es de 15.000 habitantes —le cuentan al periodista—, y los velezanos residentes en Barcelona son también 15.000. Al preguntársele si se prevén nuevas corrientes migratorias procedentes de Vélez, la directora del Grupo contesta: «De Vélez la emigración es continua. Los que quedan allí están esperando venirse tan pronto se les presente la oportunidad. De seguir así, dentro de unos años podremos decir que Vélez Rubio ya no pertenece a Almería, sino a Barcelona.» Luego Saladrigas pregunta a las chicas del excelente coro andaluz si les gustaría quedarse definitivamente en nuestra ciudad. Respuesta: «Si encontrara hoy mismo trabajo, seguro que no me marchaba ya —dice una de ellas, muy convencida—. Las demás, la apoyan.»

» Las dos noticias corroboran nuestra impresión de que en algunas regiones hay una especie de psicosis colectiva que impele a la emigración. El hecho invita a inquirir, con un estudio metódico, profundo y de equipo, los verdaderos motivos de esa fuga. No puede creerse que las condiciones de trabajo sean desfavorables para todos, así como sería equivocado pensar que Barcelona es un vergel, casi la antesala del paraíso.

» El derecho a emigrar y a asentarse donde haya trabajo más remunerador para vivir sin zozobras es un principio cristiano y humano. Pero esa fuga masiva de población debe frenarse en lo posible (creando, por ejemplo, en los pueblos pequeñas industrias derivadas de la agricultura) y sobre todo debe canalizarse para bien del equilibrio social de España. Es urgente una ordenación más racional y humana de los nuevos puntos de concentración de los emigrantes. En una palabra: debería evitarse que algunas ciudades, en este caso Barcelona, crecieran con un carácter monstruoso y babélico, pues en algunos barrios se están creando unas condiciones sociales muy poco favorables a dicho equilibrio (véase algunos ejemplos escalofriantes en un reciente libro de Candel, que merece comentario aparte) y que algún día pueden llevarnos a jornadas como la de la semana de julio de 1909. El hacinamiento en que viven los recién llegados, la poca salubridad moral, el resentimiento de clase, la masificación social y cultural crean un general desarraigo en esos nuevos barceloneses por residencia y hacen muy difícil su adaptación al ambiente de aquí, del cual, por sus condiciones (vivienda, enseñanza, etc.), viven casi segregados. Su aportación a la industria catalana —y en menor grado al campo— es esencial para la economía, pero no es menos esencial que los recién llegados se incorporen con todas sus consecuencias al lugar donde han fijado su residencia, evitando así que sean unos extraños, unos eternos «desplazados», según el término que ha hecho famoso el libro de un estudioso norteamericano.

» La industrialización ya iniciada de Andalucía, Extremadura y otras regiones permitirá aliviar la concentración de esas ciudades «monstruosas» e irreversibles con la creación de varias ciudades, repartidas por toda la geografía española, de unos pocos centenares de miles de habitantes, a las que acudirán los naturales de la región en la que esté enclavada la nueva ciudad industrial evitando el trauma de un largo desplazamiento y la superpoblación de las grandes urbes. En este sentido, los llamados «polos de desarrollo» son muy oportunos. Pero es urgente una segunda y extensa planificación económico social.—A. MANENT.»

(De «A B C»)

⁂

Recientemente, en un trabajo excelentemente documentado, un catedrático de econometría de la Universidad de Barcelona, al desarrollar el tema de las corrientes migratorias, explicó que en España las regiones emigrantes son Andalucía, Duero, Tajo-Guadiana, Galicia y Ebro, y las inmigrantes son Nordeste, Madrid y Cantábrico. «La emigración interior, dijo, es fundamentalmente extrarregional. La tendencia reciente se orienta hacia la extensión de las áreas de emigración y la reducción de las de inmigración. Las capitales de provincia son focos de atracción del emigrante. En la emigración interior participa más la mujer que el hombre, debido a que en las áreas rurales no hay suficientes puestos de empleo para la mujer.»

«De seguir la tendencia de los millares de personas que abandonan anualmente las áreas rurales, toda la población española acabará concentrándose casi por entero en las grandes ciudades como Madrid, Barcelona, Bilbao, Valencia, Zaragoza y otras importantes capitales.»

Se trata de la Semana Social hace poco celebrada en Madrid, en la que los participantes han «afrontado la explosión demográfica que constituye una apremiante solución, si se tiene en cuenta que unas 500.000 personas abandonan anualmente el campo para trasladarse a las ciudades. Precisamente se está ultimando la memoria anual del plan de desarrollo en la que se consigna que la producción industrial ha crecido en un 11,6 por 100, mientras que la agrícola ha disminuído en un 9,7%».

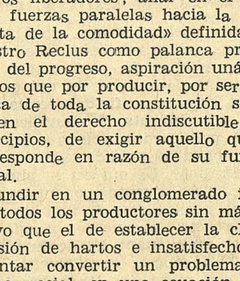
A la rutina y a la imprevisión se une este año —¡como en tantos otros!— el drama de la sequía, arrojando fuera del lugar de su nacimiento a centenares de miles de braceros que en las industrias nacionales y extranjeras son considerados personal no calificado, fundamentalmente, peonaje rural, con difícil opción a la condición de profesionales y técnicos, lo que puede empalmarles una tragedia a otra tragedia menor, desde luego.

Certificando —tal vez involuntariamente— que el régimen cruzadista no ha resuelto nada tras haber denigrado a los antiguos políticos, el ministro Solís ha afirmado ser «necesario cambiar nuestras viejas estructuras para mejorar las condiciones de vida en el campo y darle una mayor seguridad, a fin de que los hijos de los agricultores encuentren el bienestar del que no gozaron sus padres.»

Añadiendo, seguidamente: «El campo debe seguir de forma acelerada las realizaciones emanadas de los respectivos sindicatos, desechando la incertidumbre que aminora la fe del porvenir. Ante perspectivas de casos catastróficos, los técnicos deberán abordar los instrumentos del caso adecuados con créditos ágiles y a largo plazo.»

Deberán, pero no *han debido* después de una incuria de 26 años.

Según Allende (1), «el campo español sufre en estos momentos un descenso vertiginoso de la rentabilidad, unido al endeudamiento de aquellas explotaciones agrarias que, con un espíritu progresivo, quisieron adaptarse a las circunstancias con inversiones importantes y que se encuentran con la imposibilidad material de hacer frente a los compromisos adquiridos, así como un endeudamiento también de aquellos que, por su debilidad económica, no superaron unas situaciones climatológicas desfavorables». A



ello cabe añadir, según Allende, lo que él llama «estampida de la desesperanza», es decir, la emigración acelerada y caótica de los trabajadores y de los empresarios a otros sectores económicos o hacia el extranjero. En 1964, abandonaron España 215.000 campesinos, en vez de los 85.000 que el Plan de Desarrollo español había previsto. Las cifras cantan.

Junto con esto, cabe notar el progresivo descontento del sector laboral en el campo, que, en cuanto a prestaciones sociales y condiciones de vida, se encuentra en un estado catastrófico, así como la aparición del paro en algunas regiones, «paro tanto más lamentable y anacrónico en un momento en el que en muchas otras

no se puede llevar a cabo el desarrollo previsto por falta de mano de obra».

«Por último —dijo Allende en su importante informe—, se nota una total desilusión, una falta de iniciativa y un franco descontento de los empresarios grandes, pequeños y medianos, que han contribuído en gran parte a la drástica baja de un diez por ciento de nuestra renta agraria en este primer año del Plan de Desarrollo, que en el campo está todavía prácticamente sin estrenar. A ello cabe sumar la caótica situación de los mercados de un par de años a esta parte.»

El propio Allende, tras haber afirmado que en 1964 215.000 campesinos abandonaron el país, ha considerado decir en la segunda asamblea de labradores y ganaderos, esto es, en la entidad patronal, y tras el obligado elogio al sindicalismo vertical:

«Pero es que tampoco nos sentimos satisfechos de la actuación del sindicalismo agrario. (Allende enumera la labor realizada por el sindicalismo agrario, y añade): «La Hermandad no puede conformarse con ello porque quedan muchas cosas por resolver. No hemos resuelto el problema financiero y de préstamos. No hemos logrado dar la vitalidad precisa a las entidades locales. No hemos conseguido el espíritu que es necesario para acometer la empresa que nos incumbe. Y urge también que se tomen medidas para mejorar el servicio técnico. La situación actual es sumamente difícil.

» En el aspecto económico, la renta ha quedado disminuída. La aparición del paro, que no existía desde hace mucho tiempo en numerosas regiones, se extiende. En mi reciente viaje por el extranjero he podido comprobar que las dificultades planteadas por el Mercado Común pueden ser salvadas con un buen espíritu de colaboración y con las medidas adecuadas. Si España ha de ser una, grande y libre, lo ha de ser para todos.»

Lo que corrobora que hace más de un cuarto de siglo que sólo lo es para unos cuantos.

Por su parte, el ministro de Trabajo, Romeo Gorría, ante las circunstancias graves que atraviesa la agricultura, ha tenido su palabra a decir. Naturalmente, él dispone del ungüento maravilloso en forma de decreto-ley aprobable en las Cortes. Sin embargo, la situación embarazosa en que se encuentra... por falta de confianza en los paliativos, la manifiesta con preocupación apenas velada:

«Es una exigencia no sólo política, sino también económica, para la buena marcha del Plan de Desarrollo la necesidad de fijar en el campo una población activa que garantice la transformación de la agricultura española.

» Frecuentemente suele hacerse una afirmación ligera: la de que el problema del excedente de mano de obra agrícola, y consiguientemente el de la seguridad social del campo, se van a arreglar por consecuencia de las citadas migraciones. Y, sin embargo, nada más incierto y alejado de la realidad. Las cifras son a estos efectos reveladoras, en el sentido de que el problema cada día se agrava más, puesto que quienes emigran son los campesinos jóvenes, en tanto quedan en el campo los ancianos sin capacidad de producción.

» La única solución posible desde un punto de vista político, al problema así planteado, es la de crear para el futuro condiciones de vida campesina lo suficientemente atractivas y en lo posible similares a las que se disfrutan por los trabajadores que en las ciudades se dedican a la industria y servicios.

» En la actualidad, y para poder tener una rápida idea de la situación, basta decir que en tanto que los trabajadores de la industria y los servicios representan aproximadamente el 62 por 100 de la población activa, los trabajadores del campo representan un 38 por 100 de dicha población. Sin embargo, las cifras que se dedican anualmente a la seguridad social de los primeros son aproximadamente diez veces superiores a la inversión realizada en favor de los segundos.»

Así, de una irregularidad a otra, de una carencia a otra, se prolonga el atraso de la tierra y el hambre

de los campesinos.

Pronto hablarán los franquistas de reforma agraria, como sus antecesores de la República y de la Monarquía.

Y nosotros nos quedaremos solos —¿olvidados?—, recordando una experiencia libertaria de la tierra que si no se repite, convenientemente perfeccionada, no habrá salvación para el *fellah* del campo español.

(1) *Tomás Allende García-Baxter, procurador en las Cortes de Franco.*

La «liberalización» de España y sus límites

(Viene de la página 4.)

necesidades económicas: mientras los tecnócratas del «Opus Dei» tratan de formar un convencional capitalismo para que España se integre en el Mercado Común, los elementos plebeyos de la Falange reaccionan pretendiendo revivir la demagogia social revolucionaria del fascismo, y la Iglesia Católica, fuerte pedestal del régimen, de abierto soporte a las toleradas Hermandades de Trabajadores Católicos, y, más cautelosamente, a los ilegales sindicatos católicos, como Solidaridad de Obreros Vascos, Solidaridad Obrera Catalana y organizaciones similares en otras partes de España.

Este desarrollo mantiene muchas nuevas oportunidades para los trabajadores españoles. Por primera vez, en mucho tiempo, el régimen es de nuevo vulnerable a la presión de los trabajadores, mientras aumentan las disenciones en las filas de los sostenedores de los sindicatos verticales. El Plan de Desarrollo, y todas las políticas asociadas con él, descansan enteramente y son dependientes de la cooperación de la clase trabajadora. El turismo, la exportación y las inversiones extranjeras son todas vulnerables, a su debido tiempo, a la acción huelguística. Es inverosímil que los trabajadores españoles estén inadvertidos de estas posibilidades, al igual que es increíble que la represión contra los mineros asturianos haya eclipsado suficientemente las concesiones gubernamentales a los huelguistas: aumento en los salarios mínimos, revisión de la legislación laboral y debilitamiento de los sindicatos como instrumentos del control gubernamnetal.

Desde el punto de vista internacional, sin embargo, hay serios peligros en la nueva situación. Paradójicamente, estos brotes revelan la relajación del control totalitario y la desintegración del régimen fascista.

El viejo fascismo, reflejo de la política capitalista en tiempos de crisis, basado sobre un partido de masas militanets —la Falange— y sobre un monolítico estado policíaco, está muerto. Está siendo rápidamente remplazado por un régimen conservador y autoritario, menos costoso y más eficiente para el capitalismo en tiempo de estabilidad, y tendiente hacia la transformación de España en un estado «normal» con vistas a su integración a la estructura federal europea.

No es imposible que las futuras reformas que ocurran en España, incluyan la tolerancia de cierto tipo de actividad sindical. Junto con otras medidas, como la restauración de algunas libertades civiles en el contexto de un restablecimiento de la monarquía. El capitalismo fomentará el camino de la escena social y lleva las líneas de combate más allá del modelo acostumbrado prevaleciente bajo el fascismo.

La «normalidad» de esta manera está posesionándose de España, y con esta «normalidad», la aceptación internacional. Pocos de los millones de turistas que invaden España todos los años ven la evidencia palpable del terror policíaco, y regresan a sus países pensando que España es un país «como los otros». Es raro que las credenciales españolas sean repelidas hoy en las conferencias internacionales. Nosotros hemos visto que económicamente España está adelantada en la ruta hacia la integración del circuito del capitalismo internacional.

Tanto es así, que si el régimen español fuera fascista al estilo antiguo, se mantendría aislado e ineficaz al nivel internacional; pero un «fascismo respetable» ha llegado a ser un elemento esencial en la nueva alianza con las fuerzas reaccionarias de Europa. Mientras Francia y, en menor grado, Alemania, se mueven hacia las formas de gobierno autoritarios y conservadores, España se moviliza en la misma dirección desde un punto de partida totalmente diferente.

Como es usual, esta alianza reaccionaria tiene, primeramente, que llegar a ser efectiva al nivel militar, con cooperación en aumento entre los ejércitos franceses y españoles y el establecimiento de industrias alemanas de armamentos en España, donde están a cubierto por las prohibiciones exigidas a Alemania por el tratado de paz. Políticamente, esta clase de cooperación llegó particularmente a conmover cuando el gobierno francés accedió, unos dos años atrás, a suprimir la prensa republicana española en el exilio en agradecimiento por la detención temporal de los líderes de la OAS, quienes habían volado a España desde Argelia y Francia. El arresto masivo de anarquistas españoles en Francia del último septiembre, en conexión con un supuesto complot para asesinar a Franco, son evidencias que el gobierno francés y la policía continúan ampliando esta clase de cooperación política hacia sus colegas españoles. Otro augurio de cosas por venir fue la cooperación cerrada de las policías alemana y española en el arresto de un periodista que trabajaba para *Der Spiegel* durante el tiempo que esta revista se hallaba envuelta en una lucha con el ministro alemán de la Defensa, Franz Josep Strauss.

El fascismo es un lema muerto, en cuanto concierne a España; pero el conservadurismo autoritario es un peligro nuevo amenazante en toda la Europa occidental. La historia fascista del régimen español es de menos relevancia en el actual alineamiento con los tratados autoritarios en Francia y Alemania. Al mismo tiempo, es particularmente importante que la campaña para acabar con el régimen de Franco persista en alto en la lista de prioridades de las actividades internacionales del trabajo, y, es de destacar que la campaña no se ha relajado bajo la presión de la aceptación en aumento de la España franquista por el capitalismo internacional. Al mismo tiempo, es esencial que la campaña contra el fascismo español amplíe su base y no olvide los nuevos tratados autoritarios con el capitalismo de la Europa occidental, por ser movimiento histórico que tiende a resguardar en exclusivo el viejo predominio de las clases más reaccionarias.

(Traducción de Ismael Viadiu)

Sobre unidad y alianza obrera

AYER, hoy, en toda la historia de los tiempos modernos, a través de las luchas sindicales, un tema con fuerza latente se presenta permanente a las multitudes obreras: la unidad de acción de los productores.

Alianza en la acción, comunidad de objetivos, puesto que existe una comunidad de intereses.

De otra parte, una segunda fórmula: fusión de organizaciones sindicales.

En las dos fórmulas se refleja la diferencia de posiciones, la de sinceridad en la lucha o la idea de absorción como táctica fundamental.

Unir los esfuerzos de las centrales sindicales orientadas por principios diferentes, para la consecución de objetivos liberadores; aliar en el combate fuerzas paralelas hacia la «conquista de la comodidad» definida por nuestro Reclus como palanca propulsora del progreso, aspiración unánime de los que por producir, por ser base única de toda la constitución social, tienen el derecho indiscutible por principios, de exigir aquello que le corresponde en razón de su función social.

Fundir en un conglomerado informe todos los productores sin más objetivo que el de establecer la clásica división de hartos e insatisfechos, es intentar convertir un problema humano, social, en una ecuación, cuya incógnita sea el porcentaje correspondiente a cada estómago.

Los libertarios, las fuerzas anarcosindicalistas españolas, apartados del moderno «catolicismo de los sentidos», alejados, al mismo tiempo del principio espiritualismo que no cuenta con la verdad evidente de la materia y al valor de la energía como factores de importancia indudable, no podemos comulgar con teorías unilaterales, que cual ruedas de molino que pretenden imponerse a la humanidad, ofrecen sólo las reivindicaciones de un egoísmo o el falso altruísmo de espíritus deformados a fuerza de fanatismos.

Los militantes de la Confederación Nacional del Trabajo, como productores, como hombres, con esa doble personalidad que da a los humanos su propia convicción de que vivir no es suficiente, que «vivir libres» es consecuente, no podremos en ninguno de los momentos, ofrecernos ingenuos a la combinación al cambalacheo moderno que se presenta bajo la forma «Todos pobres o todos ricos», como panacea universal e única.

Satisfacer las necesidades del estómago, cuando al cerebro no se le concede el derecho a pensar, es convertir la humanidad en piara de cerdos bien alimentados. Sujetarse con el vientre bien repleto a la dirección única sin derecho a volcar públicamente sus opiniones, es reducirse al plan del rebaño, que al pastor y al perro obedecen y en los mismos buscan protección.

Y con la fusión en conjunto, incoloro socialmente, de los productores no se persigue otro objetivo.

No. Los productores conocen su camino, deben conocerlo, y a través del mismo, duro, espinoso, y sin horizonte visible en algunos casos, han sabido desplazar, apartar de la ruta común, la cohorte de ambiciones que sigue toda fuerza de masas, con la esperanza de botín.

Independizarse del juego de las apetencias personales o de sector, sentirse compenetrados en el objetivo profundamente humano de la lucha, hacer pesar su propia personalidad sin necesidad de almocader, leader, o bandería minoritaria y ambiciosa, es la condición indispensable para la defensa de los intereses de los productores.

Es la razón de la lucha.

He aquí por qué defenderemos siempre la idea de una Alianza Sindical, basada en objetivos comunes, revolucionarios, que no anulando en ningún momento la personalidad y la posición de cada una de ellas, ofrece la perspectiva de una acción común, alejando el peligro de un monopolio orgánico que anule poco a poco los cerebros, dando satisfacción al principio de egoísmo que en cada hombre existe.

No obstante, conociendo el peligro lo denunciamos. No estaremos en ningún momento dispuestos a que se arrastre las masas productoras por una minoría guiada por meros objetivos políticos, discordantes con los eternos intereses de los que sudando, ganan su derecho a la vida, su indiscutible razón de exigir.

Muy por el contrario a la idea que algunos se forjan de las fuerzas sindicales, al pretender hacer de ellas trampolín a sus pretensiones o respaldo a su actuación de minoría que, llámese como se llame, no representará nunca el bloque consistente y firme de los productores frente al capital más o menos disfrazado con fórmulas totalitarias o pretendidamente democráticas. La Alianza de las sindicales ha de sentirse independiente de la marcha política, camino rebosante de ambiciones, precursoras de logros, de los que sólo una ínfima minoría aprovecha.

Sólo así será Alianza obrera y no conglomerado seguidor de una «taifa» determinada, so pena de que los sindicatos, conservando su nombre, dejen de ser sindicatos.

J. MUÑOZ CONGOST

(«Solidaridad Obrera» de Argel, 15-septiembre-1945.)

CONVERSACIONES LIBERTARIAS

Opúsculo de tesis escrito por el compañero Juan Ferrer, imprescindible para intervenir en la defensa de la Confederación y de las ideas libertarias, con síntesis del pasado, el presente y el porvenir del anarcosindicalismo. Precio del folleto: 1,50 frs.

Pídase a esta Administración y a la de «Espoir» de Toulouse.

El lavado de cerebros

(Viene de la página 4.)

EE. UU. que en China. En nosotros no alienta la claudicación y sabemos mantener dignamente las adversidades y las derrotas. Contemplamos el mundo deshumanizado del capitalismo y el comunismo, de la explotación y la prostitución cerebral, como si la libertad, se monopoliza la justicia hemos asistido al declive de las promesas imperiales que Franco hizo cuando fue proclamado caudillo.

Las asistencias financieras del capitalismo y el Vaticano mantienen la esclavitud humana y la mentira oficial. Se teme a la verdad, se asesina la libertad, se monopoliza la justicia y sólo los idealistas pueden mantener el lento ritmo de la lucha en pos del mayor bienestar económico y cultural.

Pero, ahí quedan los testimonios de que el mundo marcha. Los soldados de Tío Sam son obligados a intervenir en una guerra que repudian; conminados a imponer la paz y la tregua en la Dominicana. Los dólares sirven para destituir presidentes electos por el voto popular, en Brasil, Argentina, Ecuador, Guatemala. Los rublos se usan para hacer comunistas a la fuerza en Alemania Oriental, Polonia, Hungría, Cuba.

La actual Inquisición no podrá imponer sus dogmas, no terminará con los herejes. El aparato que existe para mandar y hacer obedecer, cuesta ya muy caro. La autoridad se soporta con el deseo de destruirla. La mentira no puede prevalecer. Nada se conseguirá con el lavado de cerebros. Sólo atrasar la hora de extirpar la explotación de los trabajadores.

JULIO ESTRADA, *Méjico.*

25 de julio en Toulouse

¡Compañeros, antifascistas!

¡Recordad esta fecha! Reservarla para asistir al MITIN que, por la mañana, la C.N.T.F. celebrará en Toulouse.

Participarán, como oradores, los siguientes compañeros:

Presidencia: Antoine TURMO, de la Sexta Región de la C.N.T.F.
Por la C.N.T.F.: José SORIANO.
Por la C.N.T.E.: José MUÑOZ CONGOST.
Por la A.I.T.: Ramón LIARTE.

⁂

Por la tarde del mismo día, S.I.A. organiza un gran Festival de Variedades, presentado por el humorista Juan MONTIEL, y con participación de los siguientes artistas:

Suyette BASDE, baile clásico; Robert CARBONELL, intérprete de la canción española; LA CHORALE POPULAIRE DES ETUDIANTS DE TOULOUSE, avec son repertoire selecte des chansons populaire (45 exécutants); Lolita MARTI, intérprete de la canción popular española; LOS MEDITERRANEOS, en su variado repertorio de canciones modernas; GRAN TEO, concertista de armónica y guitarra, único en su género; Perlita de SEVILLA, estrella de la canción flamenca; Hermanas MORENO, en su balle popular español. Carlos MENDIA, tenor internacional, en sus canciones franco-españolas. Pianista, Mme GALCERAN.

Nuestra dignidad en juego

SOBRE Santo Domingo ha bajado finalmente la paz de los cementerios bajo la luna que hicieron estremecer de horror y de vergüenza a un viejo católico practicante en la soleada Mallorca. Y mientras, la prensa oficial de todos los partidos —y en todos los países— calla. Calla frente a la masacre, a la matanza indiscriminada, tipo matadero de Chicago efectuada por hombres especialmente adiestrados: los «marines» americanos. Los Geremías que han estado llorando durante poco más o menos un mes, sobre la mala suerte del pueblo de Santo Domingo, ante el silencio repentino de las carabinas automáticas norteamericanas y de los cañones del 40 de tiro rápido, han dado un suspiro de satisfacción. Y después de un «¡finalmente!», que cobardemente los exime de otros suspiros y de otros lloros, han pasado a ocuparse de los cargadísimos pechos de las prostitutas de turno.

Tú también, obrero, formas parte de estos Geremías, y has escondido la cabeza bajo el ala del interés y de la conveniencia y no te ha importado que en Santo Domingo las campanas tocaran a muerto. No te ha preocupado el fúnebre resplandor de las hogueras en que quemaban tus hermanos, y los hijos de tus hermanos, y sus esposas y sus madres. Y, como de costumbre, te has presentado al tajo, has discutido del último partido de foot-ball y has invitado al «bistrot» el compañero de trabajo para el «aperó» de las cinco. No te ha importado saber que Santo Domingo es una tumba y has escuchado con satisfacción a la «telé» la charla de tu jefe de partido que te ha prometido la paz y un aumento de sueldo sobre tu paga base. Y has ido a la cama satisfecho porque no crees que en este occidente europeo las campanas puedan tocar a muerto y que las carabinas automáticas, rusas o americanas, puedan taladrar tu cabeza como lo han hecho con las de tus hermanos de Santo Domingo. Sin embargo, allí se jugaba tu dignidad. Y la mía.

Hoy es tarde, ¡oh, obrero europeo!, y no hay nada que pueda sacudir tu modorra. Y Santo Domingo y el Viet-Nam están lejos. Y para que tu sientas algo, necesitas sentir en tus carnes la mordedura ardiente del balazo y sentir destrozados tus oídos por los gritos de terror de tus hijos y de tu mujer.

Tu egoismo te ciega, obrero europeo. Te has llenado la boca de chewing-gum y has comprado para tu hijo un cinturón clavateado, con dos pistolas con la estrella solitaria. Y tu has escuchado, hoy sábado, por radio Moscú, la relación de un viaje de una delegación rusa a la Cuba de Castro. Mientras, en Santo Domingo se queman los cadáveres. Y tu dignidad. Y la mía...

Te hablo a tí, obrero europeo, que hoy te sientes americano o ruso, porque para tí no hay remedio. Has mirado con indiferencia la bárbara conclusión de Santo Domingo, sin darte cuenta que aquel pueblo mártir combatía también por tu libertad, a uno contra cien y contra la ingerencia de un país al cual le sobran medios de destrucción y medios económicos para poner de rodillas medio mundo. No es la primera vez, obrero europeo, obrero del mundo. Hiciste lo mismo en los tres años de guerra civil española. También entonces miraste indiferente, creyendo que pocos miles de antifascistas desarmados que tu enviaste a España, presentes sobre los campos de batalla de Madrid y de Aragón, te daban derecho a una carta de ciudadanía en una lucha a muerte por una libertad que desprecias, la tuya, contento de tu estado de esclavo. Y preferiste morir por una causa no tuya, contra unos estados y unas dictaduras que alimentaste y creaste con tu indiferencia.

Haz que no sea tarde, ¡oh obrero europeo!, ¡oh, obrero del mundo¡ Dime que soy un incalificable derrotista, que tu no piensas solo en tu nueva situación económica, tú que trabajas en las cadenas de montaje, rodeado en tu casa por los modernos medios de «confort» que pagas a plazos. Demuéstrame que estoy equivocado y que estás dispuesto, hoy, no mañana, a ayudar a los que combaten por su libertad y por la tuya. Por su dignidad y por la de todos.

Demuéstrame que no estás dispuesto a que se repita un nuevo caso España, un nuevo Santo Domingo.

O de lo contrario no habrá remedio para tí, obrero europeo, obrero del mundo. Ni para tí, ni para nadie.

ANTONIO PEREIRA

En la serie de novelas de V. Botella Pastor sobre la guerra y el exilio, acaba de publicarse

« Tal vez mañana »

Pueden efectuarse pedidos a nuestra Administración.

Pro educación

Apesar de no ser el más indicado para tratar este problema de la educación, no obstante lo intentaré aunque sólo sea para incitar a los compañeros más preparados para ello, ya que, si sus ocupaciones se lo permitiesen, aportaran para el estudio de esta cuestión sus conocimientos.

Es natural que me dirijo más particularmente a los compañeros cuya profesión concierne con la pedagogia a los compañeros maestros o profesores con o sin título, tanto da.

No creo que nadie pueda negar la importancia de dicho problema, que reputo primordial para la preparación de los hombres a una norma de vida más inteligente y fraternal, pues creo que mientras la manera de ser de los individuos no cambie, que su comportamiento no alcance esa elevación moral indispensable que considero esencial, será difícil la consecución de una sociedad conforme a nuestras aspiraciones, es decir, una sociedad donde el hombre, libre ya de las cadenas de la autoridad y de la ignorancia, pueda, por fin, emprender el verdadero camino de su perfección y de su felicidad.

Así, pues, si expongo aquí algunos conceptos sobre este asunto, es con el fin, como he dicho antes, de incitar a los facultados para ello a que estudien y profundicen más el problema de la enseñanza, que considero bastante abandonado. Es natural que lo primero sería ponerse de acuerdo sobre lo que es educación.

Recuerdo a este respecto la polémica entablada allá por el año 1911 entre «Acción Libertaria» de Gijón y «Tierra y Libertad» de Barcelona. Polémica que fue en realidad, según me explicó más tarde un compañero del grupo «Tierra y Libertad» de Barcelona, una controversia, muy interesante por cierto, entre Ricardo Mella y Anselmo Lorenzo.

No es mi intención ahora, ni mucho menos, el optar por el criterio de uno de estos dos compañeros, sino la de buscar en el fondo de las diversas opiniones lo que más convenga al estudio del problema que nos ocupa.

***

En principio, el maestro ha de ser capaz de mantener una absoluta neutralidad hacia el alumno. Si es así y está bien compenetrado de su papel de iniciador, se abstendrá de influir en el determinismo personal del educando para enseñarle sus propias concepciones. La educación racionalista no puede ser ni republicana, ni socialista ni anarquista. Dar a la juventud ideas hechas implicaría emplear un método de educación puramente dogmático. El niño no pertenece ni a la religión ni al Estado ni a la sociedad. El niño solamente se pertenece a sí mismo. Que el maestro sea monárquico, republicano, socialista o anarquista, no tiene éste derecho de hacer adeptos en la escuela. La enseñanza no puede ser instrumento de propaganda, de proselitismo, lo que quiere decir que no hay que confundir racionalismo con anarquismo.

He conocido maestros que se decían racionalistas inculcando sus propias ideas a sus alumnos, y cuyo material o método de enseñanza estaban contenidos en los periódicos y revistas de su propia ideología.

La educación no ha de estar paralizada por el estancamiento de las propagandas; ésta ha de permitir al individuo de guiarse sólo a través de sus observaciones y de sus ideas. Algo que le conduzca hacia horizontes de libertad. La floración que se forja en los años primerizos, al despertar el interés de los problemas del hombre, queda como base y cimiento de la consolidación personal.

Aunque el maestro creyera, con la mejor buena fe, que sus concepciones son las mejores, no dejaría de ser dogmático. El verdadero fin, como método del racionalismo, es, precisamente, la lucha contra la revelación, la fe y el dogma.

A mi entender, la ciencia del pedagogo no debe limitarse únicamente al arte de enseñar; consiste también en el de comprender.

¡Comprender al niño! He aquí la labor difícil del educador. Y es por lo cual no se le enseñará no importa qué cosa, sino lo que le convenga a él para su futuro desarrollo y pueda comprenderlo o comprobarlo. Pero no conviene dejar al niño que ignore lo que es el *mundo*, lo que le rodea. Hay que rasgar todo velo que oculte la realidad de las cosas. Desarrollar tan íntegramente como sea posible sus facultades físicas e intelectuales, respetar su personalidad conduciéndolo a reflexionar sobre sus sentimientos, sobre su carácter; no imponerle ninguna fórmula, fortificar en él, al contrario, el sentido de la crítica, del libre examen, dándole el gusto de saber; hacerlo sensible a la belleza, al arte, la ética, y habituarlo a conducirse solo, a obrar por sí mismo y quedar dueño de sí mismo; único procedimiento para poder formarse ideas propias. ¿No son estas quizás las aspiraciones más bellas a las cuales puede aspirar el hombre?

La enseñanza ha de estar, repetimos, libre de toda clase de *ismos*, y es igualmente verdad que no es ningún ismo el que hace a los individuos seres rebeldes; pues, es una disposición latente de su carácter, de su temperamento, quienes los hacen sensibles a las teorías o ideologías revolucionarias. La educación sólo es capaz de realizar esas posibilidades latentes; ella desarrolla lo que es, pero no engendra lo que no existe.

El educador debe invitar y hacer obra de selección. La verdadera característica de la educación es la de no ser unilateral, implica el saber oír otro toque distinto, que la libere del concepto «educación anarquista» es la que expone el pro y el contra. No olvidemos, empero, que no hay fórmula panacea que convenga a todos los temperamentos y a todas las circunstancias.

Hay, además, entre algunos compañeros partidarios de la educación racionalista, una tendencia muy marcada en considerar la ciencia con la base de la enseñanza, porque dicen: «La ciencia no reconoce los fetiches, no reconoce ni autoridad ni tradición; que la cultura científica es igualmente indispensable para comprender el mundo en el cual vivimos hoy, y que no se debe respetar nada, ni sí mismos, como dogmas, y proponer a los demás opiniones sobre el razonamiento. Están conformes en que el individuo recabe el derecho de guiarse por los dictados de su razón, pero que erigirla en soberana, suponerla capaz de dar a todo el mundo el criterio exacto y la certidumbre de la verdad es un grave error.»

Todo esto está muy bien, y no somos nosotros de los que cultivan el culto a la «diosa razón». Pero, no obstante, dar toda la importancia a los valores de la ciencia, tampoco entendemos arrodillarnos ante ella, como no lo hacemos ante otra divinidad cualquiera. La ciencia tampoco está libre del error y no es por ahora nuestra intención de caer en el cientificismo.

Frente al derecho incontestado de la ciencia, el instinto, la reflexión, la inspiración natural, el buen sentido, tienen sus derechos también. No es bastante saber contar y resolver difíciles problemas matemáticos (1), sino al mismo tiempo tener algunas nociones de lo que pensaron un Sócrates, un Diderot o un Han Ryner, pongo por caso. Lo esencial es ligar la ciencia con la idea. «La educación es el complemento necesario de la instrucción», según Pestalozzi. Y añadimos nosotros: Hay que entrar en los pensamientos de la libertad por la educación.

Nuestra aspiración no consiste únicamente en ir hacia una civilización de electrónicos o físico-químicos, sino la formación de espíritus libres. ¿Es que un Galileo o un Newton no fueron filósofos tanto como hombres de ciencia? Y quizás fueron esto último porque precedió lo primero.

Saber y cultura, muy bien, pero ésta ha de ir delante, pues antes que atiborrar los sesos de logaritmos recitados de memoria hay que hacer hombres, no una sociedad de «robots».

Se confunde muy a menudo educación con instrucción, y aunque ésta se refiera mayormente a hechos comprobados, se tendrán que explicar de manera que estén al alcance del educando.

Las formas de las enseñanzas, sus métodos, sus programas, no responden ya, desde hace tiempo, a las necesidades sociales de la vida; métodos y programas impuestos que no hacen más que ir en contra de los impulsos y las tendencias de la juventud (una enseñanza enemiga de la reflexión).

En lugar de suscitar el entusiasmo para el trabajo, una curiosidad activa, solamente provocan la preocupación del menor esfuerzo.

Se tiende demasiado hoy en cargar a un cerebro de quince años, de nociones de literatura, historia, matemáticas, física, historia natural, etc., más de lo que un viejo humanista del siglo XV hubiese podido engullir. Método éste, desde luego, muy propicio para la formación de una generación de loros. No hay cosa peor que el alumno repita como un disco de fonógrafo una lección sobre una materia cualquiera a fuerza de ejercicios de memoria. Lo que aprende hoy un ingeniero, quizás dentro de veinte años le servirá de muy poca cosa.

Hay más que motivos para asustarse cuando se ven los hombres, padres de familia ya, leyendo esos libritos ilustrados de aventuras que tan en variada cantidad se venden en los quioscos.

En conclusión: La experiencia y los hechos comprobados son la verdadera ciencia, acompañada, desde luego, de la razón como instrumento necesario para expresarlos con toda claridad. Este procedimiento implica no sólo la libertad de investigar sino de opinar cada cual como quiera, según el resultado de sus investigaciones y poder rechazar toda autoridad que pretenda imponérsele aun en nombre de la propia ciencia. Y es natural que ese cada cual que pueda opinar como quiera, en justa reciprocidad, habrá de respetar las opiniones de los demás.

Se deduce de todo esto que aunque ciertas ideas fueran admitidas por el *consentimiento general*, no por eso éstas deben ser consideradas (¿con menos razón todavía?) como verdades comprobadas.

Termino dirigiéndome de nuevo a los que practican o han practicado la profesión de educadores, pues es en la práctica más que en la teoría donde se pueden hallar los mejores métodos para la resolución del problema que nos ocupa; práctica que no permite ignorar los diferentes factores que intervienen en esta cuestión como son algunas de estas: la preparación pedagógica del maestro y el temperamento o predisposición del alumno.

No olvidemos dos mil años de una educación inhumana, en la que se enseñó sistemáticamente la degradación del hombre, sentando como virtud perfecta la resignación a la servidumbre, es decir, la aceptación del estado de bestias. He ahí la obra larga y terrible a la cual estamos llamados a borrar y a borrarla en cada individuo mismo.

JUAN

(1) Hay que advertir que las matemáticas no son más que un instrumento, un método, que no aportan nada para la substancia que la educación quiere formar.

chispas

«Música concreta.»
Lo concreto es que eso no tiene música.

***

«A fines de 1968 habrá desaparecido el analfabetismo de España.»
Concreto. Pero tememos por la vida de los analfabetos.

***

«La marquesa del Botijo ha dado luz a un precioso niño.»
Felicitaciones concretas a los padres de la criatura.

***

«¡Joven Guardia!»
Concretamente, no soy yo quien la llama.

***

«¡Vieja Guardia¡»
Qué respondan los viejos guardianes.

***

Los franquistas concretan que la peseta va a salvar la libra esterlina.
Pobres ingleses, ya los vemos llegar a España en demanda de pan y trabajo.

***

Asambleas concretas.
¡Quién las tuviera!

***

Una palabra previa de Emilio Castelar necesitó cuatro horas. En la réplica, Vázquez de Mella invirtió tres.
Una concreción de siete horas.

***

Que concretamos, lo vemos,
¡convenía!;
ya que estamos, precisemos
sin manía;
resumamos, concretemos,
noche y día...

***

Una inconcreción: el Exilio. Otra: el anarquismo con descuento.

***

A Congreso acuden las FF. LL. con el 3/4 de problemas resueltos.
Para enredar la madeja, quedar en casa.

***

Delegados. — *«¡Una precisión!»*, *«¡Una aclaración!»*
Presidente. — *No, que hay que coger el tren temprano.*

***

¡Claro y concreto!

CHISPERO

Jornada Libertaria en Provenza

(Continuación y fin)

Lo que acabamos de decir lo vamos a demostrar con pocas palabras: En la última huelga que tuvieron los trabajadores de Sanlúcar de Barrameda, donde pedían aumento de salario y reducción de las horas de trabajo (¡que tomen nota los trabajadores del mundo!) o sea, siete horas de jornada, incluyendo en ellas el tiempo que echan por el camino, se presentaron unos delegados de los llamados sindicales, enviados por el gobernador de Cádiz para que *persuadieran* al pueblo y se avinieran a arreglar la cuestión que tenían planteada. Viendo que no podían conseguir nada de la firmeza de los huelguistas, que se negaban a reconocer a dichos delegados, les amenazaron con la intervención de la fuerza pública y del ejército si el caso lo requería.

De entre la multitud reunida en la plaza pública, hombres, mujeres y críos de todas las edades, salió una voz enérgica que les contestó a dichos delegados: «Si traéis el ejército, tendréis que emplearlo en las viñas, porque nosotros no iremos a trabajar mientras que no se nos pague lo que pedimos.»

Pero lo más esencial de este caso es la solidaridad practicada entre los huelguistas, el entusiasmo que tuvieron durante los días que sostuvieron la huelga, la fe que pusieron en el triunfo.

En Francia se encontraban un buen número de jóvenes de Sanlúcar y otros pueblos convecinos, trabajando en las labores de la remolacha. Alguien les comunicó el carácter de la huelga que estaban defendiendo, así como la situación precaria de algunos huelguistas que no podían dar de comer a la familia durante los días de huelga. Estos jóvenes no regatearon el sacrificio, la solidaridad que es innata en los trabajadores de aquel rincón de Andalucía. Todos los ahorros que a base de muchas horas de trabajo habían hecho, los pusieron a disposición de sus hermanos en lucha.

Véis —continuó diciendo Hiraldo— que no fue una suscripción como suele hacerse en estos casos, lo que mandaron los jóvenes que referimos. Sino ¡todo el dinero de que disponían! Así pudieron conseguir el triunfo rotundo de todas las reivindicaciones económicas y morales que exigían los huelguistas. Los patronos tuvieron que aceptar las condiciones que ponían los trabajadores y los sanluqueños se incorporaron al trabajo con la frente alta y el corazón lleno de gozo por el triunfo conseguido.

Esto demuestra que entre los trabajadores españoles, entre la juventud trabajadora, a pesar de la mala escuela, de la enseñanza perversa que les ofrece el régimen de injusticias que les oprime, aún siguen latentes las ideas de libertad y de solidaridad en lo más profundo de sus corazones.

Nosotros en tanto que libertarios, en tanto que antifascistas experimentamos la satisfacción de haber combatido al fascismo en todos los lugares donde estuvimos, a parte de haberlo hecho en España. Todos los picachos, todos los bosques, todos los caminos de Francia y otros países donde hubo combates, están regados con sangre de luchadores españoles. Allí donde se encuentre una lápida, un monumento, algo que recuerde a los que cayeron defendiendo la libertad, puede leerse los nombres de los españoles.

Después de terminarse la contienda que nos costó tanta sangre y tantos sacrificios, cada cual se incorporó al puesto de trabajo que pudo encontrar. En los pantanos, en las vías y carreteras, en la construcción urbana, en las fábricas, en las minas, en el campo, en todos los lugares de trabajo de los países donde estamos radicados sudan los españoles, se explota su esfuerzo, se aprovechan sus energías.

Para mayor vergüenza, para mayor crimen no habíamos bastantes forzados a vivir lejos de la tierra que nos vió nacer, lejos de los familiares, sin poder acompañar a nuestros seres queridos en sus últimos días, muriendo separados los unos de los otros, que ahora el franquismo ha desplazado a más de dos millones de jóvenes a trabajar en los distintos países que hace falta mano de obra, sudor y energías de la juventud.

Mientras que unos por ideas y otros por necesidad nos encontramos en tierras extranjeras, pero todos víctimas del régimen fascista que sufre nuestro pueblo, la radio franquista hace reclamo diariamente, machaconamente, de las bellezas naturales de nuestro país, de sus hermosas playas, de sus bonitos paisajes, del brillante sol, de la arquitectura antigua, para que vayan los turistas extranjeros a gozar de buenas vacaciones, a gozar de las vacaciones que los españoles que están allí, ni los que estamos en el extrajero, podemos disfrutar.

¡He aquí el contraste del régimen español, la vergüenza de los fascistas españoles!

Ante todos los problemas que brevemente han sido señalados, ante tanta injusticia tenemos que reaccionar todos los españoles, los de dentro y los de fuera. ¡Todos los españoles amantes de la libertad y de la justicia! Los emigrados, que son hermanos nuestros, que vienen a ganar con su sudor el pedazo de pan que en España no encuentran, y los emigrados por ideas, por hacer oposición al régimen que yugula la voluntad de nuestro pueblo, y entre todos, unidos fraternalmente, batir al fascismo y hacer que el sol de la libertad y de la justicia brille en España.

Terminada la charla, entró en función el «Radio-crochet» dando margen a que todos los aficionados al cante de las distintas regiones de España, así como los que recitan poesías pudieran ser escuchados por el público reunido.

También fue invadida la pista por numerosas parejas que estiraron los músculos bailando al compás de la música que los altavoces iban transmitiendo.

Cabe señalar la colaboración simpática que prestó el joven Caparrós venido de Arles con un magnífico acordeón, el que diestra e incansablemente manejaba para deleite de los reunidos.

Corresponsal

PRO COMPAÑEROS ANCIANOS

F. Local Drancy, 35 F. París: Jaime Casellas, 5. Cahors Julio Minguillón, 3. Royan: J. Floristán, 5. Sète: J. Bernard, 5. Perpignan: Francisco Picón, 8. Garges: Valentín Montané 5. París: María Valls, 5; Manent, 10 Palencias (Courbevoie), 11. Total, 92.

«PABLO, O EL DISCURSO DEL HOMBRE LIBRE»

Folleto de 64 páginas, recién salido de prensa, escrito por el compañero Fabián Moro. Precio: 1 F.

COMUNICADOS

F. L. DE ROCHEFORT

La suscripción que tiene abierta esta F. L. para los viejos y enfermos hospitalizados, ha dado en el ejercicio del mes de marzo la cantidad de 100,00 francos.

En el mismo mes y para la suscripción permanente pro España se ha recojido la cantidad de 100,00 francos.

Sirvan estas líneas de conformidad y satisfacción para los compañeros donantes.

F. L. DE FUMEL

Este Organismo pone en conocimiento de afiliados y simpatizantes, que a la ocasión de la celebración de la jornada confederal de Toulouse, organiza un *car* para asistir a la misma el 25 de julio.

Rogamos a los que quieran concurrir, tengan a bien hacerse inscribir en esta Secretaría a Saint-Vite, o a los compañeros Vera y Campoy.

F. L. DE BRIVE

Comunica a sus afiliados que las reuniones ordinarias se celebrarán el primer sábado de cada mes a las nueve de la noche, en el sitio de costumbre.

F. L. DE MONTPELLIER

Convoca a sus afiliados a la asamblea que tendrá lugar el domingo 4 de julio a las nueve de la mañana.

S. I. A., SECCION DE NIMES

Convoca a todos sus afiliados y simpatizantes a la asamblea general que tendrá lugar el sábado, día 10 del próximo mes de julio, a las 21 horas, en nuestro Local social. Rogamos la puntual asistencia de todos nuestros compañeros y amigos.

REGIONAL CATALANA

Local de París.—Tendrá asamblea general el sábado 3 de julio a las cinco de la tarde.

F. L. DE ORLEANS

Se convoca a todos los afiliados a una asamblea general que tendrá lugar el día 3 de julio a las 21 horas en la Sala de la Biblioteca de la rue des Pensées. Compañero, te rogamos asistas a esta asamblea.

JIRA REGIONAL
EN EL MACIZO CENTRAL

Organizada por la Comisión de Relaciones del Macizo Central, se celebrará el 18 de Julio, en el conocido Estanque de Chanzelade (en el Montel-de Saiat, Puy de Dôme), en la que se llevarán a cabo las distracciones que nos son peculiares a la familia confederal libertaria.

Todos a la Jira regional anual del 18 de julio 1965.

La comisión de Relaciones.

F. L. DE IVRY-SUR-SEINE

Anuncia asamblea para el 4 de julio. Hora y lugar de costumbre.

Núcleo de Provenza

Gran jira regional de confraternidad solidaria, confederal y libertaria en la Playa de Hyères

La jira regional del Núcleo de Provenza en la playa de l'Aygade, en Hyères (Var), tendrá lugar el domingo día 4 de julio de 1965.

Conforme es costumbre anualmente, en la misma serán invitados de la familia confederal todos los españoles residentes en la casa de reposo del «Beau Séjour», sin excepción.

Por la mañana se irá a buscarles y al atardecer se les trasladará de nuevo a su «hogar» con uno de los autobuses colectivos, no dudando que todos los compañeros aportarán para ellos lo necesario e indispensable.

El hermoso lugar de concentración, bajo los pinos y la arena fina de la playa, contribuirán al realce de la Jira, donde después de la comida campestre un calificado compañero dará una charla de actualidad que será retransmitida por los altavoces instalados al efecto.

Recomendamos a todas las Federaciones Locales del Núcleo organicen los desplazamientos colectivos, esperando una asistencia masiva de los compañeros, familiares, amistades y simpatizantes.

¡Todos a la Jira solidaria de Hyères organizada por la C.N.T. de Provenza el domingo día 4 de julio!

La Comisión de Relaciones

ADMINISTRATIVAS

Juan Bernal, Evreux (Eure). Recibida la tuya y 20 F. Pago «C. S.» y «Umbral» 31-12-65.

— Sigurd Sterhr, Gothembourg (Suecia). Recibidos 12 F. «Umbral».

— José Cortés, Aubervilliers (Seine). Recibida tu carta. Seguiremos enviando.

— Alba Cabello, Vardehim (Noruega). Recibido giro 30 F. Pagas «C. S.» 30-6-64 y «Umbral» 31-12-63.

— Julián Floristán, Royan (Chte.-Mme.). Recibida la tuya y giro. De acuerdo.

— José Olaya, Parentis-en-Prone (Landes). Recibido giro y carta. Pagado «C. S.» 30-6-65.

RUEGO

A fin de que pueda celebrarse el sorteo anual de «Solidaridad», rogamos sean satisfechos los envíos de boletos por los interesados.

NECROLOGICAS

ANTONIO MERCADER

El día 11 del que cursa, acompañamos a su última morada al compañero Antonio Mercader, de edad 68 años.

Mercader murió con la entereza de carácter y la fe inalterable en las ideas de emancipación humana que le animaron en toda su existencia, cual lo demuestra su última voluntad: «Ni ceremonias inútiles ni flores, y sobre todo nada de vestidos negros, símbolo de hiprocresía y tiranía religiosas.»

El compañero Mercader formó parte activa de esa generación que, con precaria noción de las letras, pero con una sencillez y desinterés, incomprensibles para muchos que nos tildan de materialistas, supieron dar a España la más bella página de su historia. Fue en la colectividad agraria de los Barreros, Cartagena, uno de los más grandes animadores en su obra positiva.

Al fin de la contienda, con una embarcación de fortuna, junto con otros compañeros pudo ganar Africa del Norte, donde sufrió los rigores del campo de concentración en Colomb-Bechar. Más tarde, de Orán se trasladó a Francia, sirviendo siempre a la Organización a la medida de sus posibilidades. Por desgracia contrajo una enfermedad que después de un largo período de sufrimiento ha terminado con él.

Otro luchador que se nos va sin ver realizado su gran deseo de ver España liberada de sus opresores.

Que la tierra te sea leve, compañero Mercader.

Federación Local de Dijon.

DANIEL PIZARROSO

El día 17 de marzo falleció en Fumel el compañero Daniel Pizarroso.

Joven aún, 52 años, fue víctima de un horrible accidente del trabajo. Luchó contra la muerte durante cuatro meses, pero la gravedad de sus heridas, (quemaduras de tercer grado) y su estado de agotamiento general dieron fin a su existencia.

El compañero Pizarroso era un abnegado luchador de la C.N.T. Siendo muy joven militó en el Sindicato Minero de Linares (Jaén). Años después, se trasladó a Badalona donde inmediatamente se incorporó en la Feredación local, y al producirse el criminal levantamiento fascista, marchó al frente, donde representó a la Organización en calidad de Comisario de Sanidad.

Entró en Francia con las fuerzas de la 26 División y sufrió el paso por los campos de concentración, de donde salió controlado para trabajar en Material de Guerra, afectado a la fábrica de Fumel, en cuya localidad ha desarrollado sus actividades como delegado obrero y del comité de empresa.

Fue uno de los organizadores de la Local de Fumel C.N.T. antes de la Liberación, y nombrado su primer secretario.

A su entierro, que fue civil, asistió una enorme muchedumbre, que desfiló ante su cadáver silenciosamente, lo que demuestra la emoción que cada uno sentía.

A su compañera Filo, a sus hijos Daniel, Rosita, Carmela y Pili, envía esta F. L. su más sentido pésame.

Por la F. Local de Fumel, *el secretario.*

RETAZOS

Cualquier revolución es laboriosa y ruda; no puede ella, de la noche a la mañana remediar los daños que son la herencia fatal del pasado; hasta a veces esos males se agravan momentáneamente, de la misma manera que la llaga cauterizada por el hierro se hace durante algún tiempo más dolorosa. Pero, ¡ay!, no obstante sus lados heroicos, el pueblo está todavía en la infancia; servidumbre e ignorancia pesan sobre él desde siglos. Irresistible en su primer impulso, pronto flaquea, desespera, porque no ve al instante sus deseos realizados...

Entonces llegan las horas de desaliento, en las cuales sus eternos enemigos recobran audacia y confianza y donde se asiste a esos funestos decaimientos, perfidamente explotados por esos enemigos. También en su desesperanza crédula empieza a deplorar su rebelión, ¡Ah! sí, los defectos del pueblo son esas causas de miseria, de ignorancia y de esclavitud que le abruman desde hace siglos...

Eliseo RECLUS

ANTENA

NO ES ORO
TODO LO QUE RELUCE

MALAGA.—Ha sido aprobada la rectificación del padrón municipal del 31 de diciembre de 1964. La población de derecho es de 316.137 habitantes, y de hecho, 324.949. Sin embargo, el crecimiento de Málaga capital está sujeto a un alto índice de emigración, pues si bien la Costa del Sol ha resuelto parte del problema, aún las salidas de emigrantes de uno y otro sexo es muy elevada. Todavía no hay trabajo para toda la población activa.

ALGO MAS QUE ESCANDALOSO

BRUSELAS. — Ha sido puesto en libertad bajo fianza de un millón de francos suizos el financiero español Julio Muñoz detenido por un escándalo bancario.

ESE PARTIDO

MADRID. — La Unión Demócrata Cristiana se define a sí misma como «opuesta a todas las formas de colaboración con el presente régimen y con los grupos que lo apoyan». El partido aboga por humanismo cristiano y democracia social; por «la tierra para el que la trabaja»; nacionalización de los bancos; libertad de comercio, y un sistema de educación administrado democráticamente por el Estado y exento de la influencia religiosa o política. Favorece la integración europea y concuerda con los socialistas en que el problema de la monarquía debe ser resuelto por votación popular.

BARRAQUER
EN SINTESIS

BARCELONA. — El doctor Ignacio Barraquer nació en Barcelona el 26 de mayo de 1884. Desde muy joven se consagró a la actividad médica. Cursó la carrera en Barcelona, licenciándose en 1907. En 1918 obtuvo por oposición una cátedra en la Facultad de Barcelona. Su carrera profesional y científica constituyó una sucesión ininterrumpida de aciertos que fueron extendiendo su gama internacional en la especialidad de oftalmología, considerándosele como el cirujano que más cataratas ha intervenido entre todos los colegas del mundo y la autoridad suprema en su especialidad. Figuró como corresponsal de las más destacadas Academias de Medicina de Europa y América y miembro honorario también de las más prestigiosas sociedades oftalmológicas. Fue fundador de la Asociación Internacional de Oftalmología y de la Oftalmológica de la América de habla española.

Fue en 1915 cuando el doctor Barraquer realizó por vez primera la extracción total de la catarata, intervención que hasta entonces no se había conseguido más que a trozos. Otra de sus grandes conquistas ha sido la técnica del injerto de córnea, pero su prestigio ha llegado a difundirse en el ámbito popular. Con idéntico entusiasmo atendió a famosas personalidades mundiales y también a los humildes, a los que por norma renunciaba a percibir honorarios.

La obra oftalmológica de Barraquer es continuara por sus fijos Joaquín y José Ignacio según las experiencias del padre, recientemente fallecido.

REPLICA AL PORRON
DE ABRERA

Informan de Tarragona que en las proximidades de la localidad de Salou todos los visitantes pueden beber gratuitamente el vino que deseen, pues para ello están invitados en el cartel que aparece escrito en varios idiomas. Solamente existe un inconveniente, que el vino ha de beberse en un porrón de gran tamaño, cuyo peso no está al alcance de todos los visitantes.

Ediciones SOLIDARIDAD OBRERA

Portavoz de la Confederación Nacional del Trabajo de España

Rafael Barret: OBRAS COMPLETAS (3 tomos) ..	22,50 F.
Voline: LA REVOLUCION DESCONOCIDA	13,50 »
Rodolfo Rocker: NACIONALISMO Y CULTURA ..	15,00 »
M. Dommanget: HISTORIA DEL 1.° DE MAYO	12,00 »
Antologías: EL AMOR Y LA AMISTAD	5,00 »
— CULTURA Y CIVILIZACION	5,00 »
— LA HISTORIA	5,00 »
— LA LIBERTAD	5,00 »
Felipe Alaiz: QUINET	5,00 »
Varios autores: SALVADOR SEGUI. SU VIDA, SU OBRA	3,50 »
Juan Rostand: LO QUE YO CREO	3.50 »
Pedro Vallina: CRONICA DE UN REVOLUCIONARIO	2,80 »
J. M. Puyol: DON QUIJOTE DE ALCALA DE HENARES	1,00 »
Luis Fabbri: INFLUENCIAS BURGUESAS EN EL ANARQUISMO	1,00 »
Víctor García: RAUL CARBALLEIRA	1,00 »
Anselmo Lorenzo: «EL POSEEDOR ROMANO» Y «EL PATRIMONIO UNIVERSAL» (Ed. popular).	1,00 »
Juan Ferrer: VIDA SINDICALISTA (agotado)	1,00 »

EDICIONES « UMBRAL »

Felipe Alaiz: «Tipos Españoles»	7,00 F.
Mauricio Cranston: « Un debate imaginario entre Carlos Marx y Miguel Bakunin »	1,00 »
Fabián Moro: «Discurso del hombre libre»	1,00 »
Juan Ferrer: «Conversaciones Libertarias»	1,50 »

Pedidos y giros a Roque Llop, 24, rue Ste-Marthe (X°)
C.C.P. 1350756, París

Un libro que no debe faltar en ninguna biblioteca
«SALVADOR SEGUI. SU VIDA, SU OBRA»
3,50 F. en esta Administración

Obras de Felipe ALAIZ
«TIPOS ESPAÑOLES»

Tercer tomo de las Obras de Felipe Alaiz, recién aparecido.

En nuestra Administración se aceptan encargos.

Precio de «Tipos Españoles», segunda parte: 7 F. Los dos tomos de «Tipos», 14 F. Con «Quinet» incluído, 19 F. Descuento acostumbrado a los paqueteros.

Le Gérant responsable
J. SORIANO

Imprimerie des Gondoles
4 et 6, rue Chevreul
Choisy-le-Roi (Seine)

SIEGE SOCIAL
39, rue de la Tour d'Auvergne
Paris, IX^e - Tél. : TRU. 78-64
Rédaction et Administration
SORIANO J.
Fontenay-sous-Bois (Seine)
C.C.P. 14.103-62 - Paris

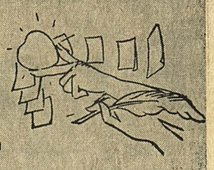
ABONNEMENTS
Six mois : 13 F.
Un an : 25 F.

24, r. Ste-Marthe, Paris, X^e
Tél. BOT. 22-02
Tél. Imprimerie : BEL. 27-73

LE COMBAT SYNDICALISTE

3 PAGINAS EN ESPAÑOL

LAS OBRAS Y LOS DIAS



por FONTAURA

VITALIDAD DE LOS JESUITAS

PARA quienes, siguiendo el precepto del clásico, nada humano debe de sernos ajeno, importa conocer características guardando relación con los amigos, así como matices del desenvolmiento, de la actuación de los enemigos.

Mucho es lo que se ha dicho de los jesuítas, habida cuenta de la considerable influencia que en muchas partes han tenido y tienen aún. Mentes esclarecidas han puesto en evidencia sus métodos de actuación, sus características sicológicas. Pascal les dijo no poco en sus famosas «Lettres d'un Provincial». Voltaire no se quedó corto en atacarles en su «Dictionnaire Philosophe». De ellos decía el conocido escritor inglés Tomás Carlyle en su opúsculo «Jesuitismo»:

«Ha habido mentirosos en este mundo; jamás desde que la antigua Serpiente sedujo a Eva, el mundo ha estado al abrigo de los mentirosos, ni lo estará. Pero hubo en el caso del Jesuíta una apoteosis de falsedad, una especie de sutil quintaesencia y de virus mortal de mentiras que aún no ha tenido igual en el mundo. Analizadlo, si podéis: ¡el ácido prúsico y el cloroformo son tenues en comparación!»

Sabido es que fue fundador de la Orden de los jesuítas el vasco Ignacio de Loyola, quien para infundirle actividad, dinamismo, contrario al espíritu contemplativo de las otras órdenes religiosas, le dio un cierto aire de milicia, una cierta modalidad castrense, asumiendo el cargo de general, que es el que han llevado sus sucesores en rango directivo. Con motivo del nombramiento de nuevo jerarca, asumiendo funciones de general otro vasco, el padre Arrupe, de nuevo se ha hecho referencia a los jesuítas, poniendo de relieve las características de la denominada Compañía de Jesús.

Predomina entre los jesuítas la inteligencia, la habilidad. Sabido es que en lo que a España concierne han habido en sus filas elementos de acusado talento. Algunos de éstos debieron entrar por equivocación, ya que se mostraron díscolos, como en el caso del padre Baltasar Gracián, cuya obra «El Crticón» resulta un varapalo social de primer orden. Jesuita también lo era el padre Juan de Mariana que en su obra «De rege et regis institutione» justifica el regicidio.

En verdad que reviste singular importancia el agudo espíritu de selección que existe entre los jesuítas, ofreciéndole a cada uno campo de actividades apropiadas a su modo de ser. Habida cuenta de que la Compañía, como un pulpo gigantesco —según la imagen de Blasco Ibáñez— extiende sus tentáculos por doquier, abarcando la multiplicidad de facetas que conlleva el vivir social.

De ello puede deducirse que son activos, que están al día en todos los problemas de la hora; que saben calibrar las situaciones, responsabilizando a sus miembros de la obra que al conjunto interesa. He ahí algo digno de tenerse en cuenta, sacando de ello las oportunas deducciones.

KROPOTKIN DEFINIDOR DEL ANARQUISMO

Atravesamos una época en la que una zarabanda de ideas y acontecimientos se nota por doquier. La confusión hace de las suyas. Y unas veces por ignorancia, otras por mala fe, se monta la confusión en torno a concepciones idealistas que tienen personalidad propia.

El año pasado el mensuario «Ruta», de Venezuela, siempre alerta en cuanto a la labor cultural, sociológica e informativa, en la línea del anarquismo, tuvo la feliz idea de publicar integro el artículo que Pedro Kropotkin escribió, para la «Enciclopedia Británica», a fin de dar a conocer lo que en sí es el anarquismo. Era un trabajo inédito en lengua castellana, que fue traducido con singular pulcritud.

Se trata de algo que reviste especial importancia para propios y extraños. No ha perdido valor el aludido trabajo de Kropotkin. Leyéndolo se puede adquirir una clara idea de lo que nuestra ideología representa en tanto que principio filosófico y como corriente sociológica.

Tenemos noticia de que los amigos de «Ruta» están ultimando la edición en folleto de tan importante trabajo. Sería interesante que pudieran llevar a cabo una copiosa edición con objeto de poderlo difundir, en lo que a nosotros, los españoles se refiere, entre los emigrados económicos más evolucionados; a difundirlo entre la juventud estudiantil que en tierras de España evidencia una intensa rebeldía, aunque no tenga sociológicamente una trayectoria definida, o bien no conozca, en cuanto a ideas sociales otros puntos de mira que aquellos que emanan del Vaticano, o de influencia rusa o china. De ahí la trascendencia de dar a conocer un trabajo de tal importancia.

Sabía Kropotkin, por supuesto, el valor de la «Enciclopedia Británica». Valor de consulta por la variedad y la índole intelectual de sus abundantes colaboradores. De ahí que se esmerara en su trabajo, procurando darle la mayor objetividad, ofreciendo de nuestro ideal una idea clara, aportando un resumen de sus fuentes históricas, dándole el vayor que le corresponde dentro el marco de la ciencia social.

TRAS EL FALLECIMIENTO DE MARTIN BUBER

Hemos perdido un pensador que, en diversas modalidades apreciativas coincidía con lo que son básicos puntos de mira anarquista. Particularmente en lo relacionado con la libertad del individuo en una sociedad de hombres libres. Propiciaba también la puesta en marcha de modalidades de convivencia de orden económico, al margen de hegemonías de orden estatal o capitalista.

Ha fallecido Buber a la edad de 84 años, hallándose residiendo en Palestina, siempre atareado, siempre absorto en sus estudios. Fue uno de aquellos trabajadores intelectuales atareados hasta el fin de sus días.

Tuvo una intensa amistad con Max Landauer, de quien posiblemente recibió la influencia en lo concerniente a las realizaciones de socialismo libertario y a esa interpretación de la puesta en marcha en lo inmediato de colectividades obreras, buscando adentrar en el obrerismo afanes de cultura.

Defendió en sus orígenes los «kibboutzs» de Israel, viendo en ellos la base inicial de una nueva vida social aureolada de justicia y de libertad.

Dio conferencias, dirigió revistas, escribió en alemán bastante libros, algunos de los cuales fueron traducidos y editados en Francia. El último publicado lleva por título «Le problème de l'homme», fundado en un curso de conferencias que dio en la Universidad Hebraica de Jerusalén.

Contra el sentido gregario de las masas, Buber trata de que el individuo se adentre en su propia conciencia, solidarizado con los perdurables valores morales que enaltecen la especie. Cree en la relación prometedora que pueda establecerse de individuo a individuo, basando la relación en la mutua comprensión, que excluye el bacilo de las malsanas pasiones disgregadoras.

Martin Buber ha sido uno de esos aislados filósofos contemporáneos alejados del «mundanal ruido», pero atentos a las palpitaciones sociales, preocupados, por lo de hallar una salida a la crisis de valores que padece la humanidad.

La ambición de Estado

SE es ambicioso de Estado como se es ambicioso de dinero y en amores. Cuando el individuo ha perdido el control de sí mismo, degenera en voraz insaciable.

La ambición de Hitler resultó catastrófica, humanamente bochornosa. Para los cultores de la fuerza del Estado, el III Reich debió ser una organización perfecta.

Antaño Alemania una no existía, y la capacidad absorcionista de Bismark pudo determinar un Estado perfecto, poderoso y peligroso. Guillermo II y el «bello Adolfo» no fueron sino consecuencias del centralismo agresivo impuesto en el siglo XIX a las regiones centrales germanas.

Todo Estado «bien organizado» debe ser regido por megalómanos o fracasa. Lo rigen estos, y fracasa lo mismo. El Estado es una institución de artificio que sólo pueden amar y defender teóricos del antiderecho y de la antinaturaleza.

A Thiers se le motejó de demócrata y su poder descansó, como la III República, sobre una base de cadáveres comunalistas. Franco es un «gran» hombre de Estado en el sentido férreo, hiriente, de la frase. Piensen las personas de bien si Franco merece consideraciones de trato. Su fama viene de un 18 de julio sazonado con dos millones de esqueletos, y de la larga infelicidad de todo un pueblo.

El Estado dista mucho de ser sagrado. Los hombres que lo pululan han de ser necesariamente ambiciosos y ruines. Un Figueras, un Pi y Margall y un Salmerón, presidiendo un Estado con el corazón en la mano, hicieron un soberano ridículo.

En su aprendizaje de estadista, Alejandro Lerroux aseguró que a él, situado en la posición de gobernante, no le temblaría el pulso para firmar sentencias de muerte. Y es que su amigo José Canalejas acababa de ordenar la ejecución del marino Sánchez Moya, insubordinado de la fragata «Numancia».

Durante el bienio negro, Lerroux no se desmintió en su promesa hecha en 1910. Palabra de hombre de Estado.

Ser jefe de gobierno o de Estado es cosa fácil hallándose desposeído de sentimientos humanos. Con superior sentir, imposible hacerse cargo de las riendas del Poder. He aquí una comprobación negadora de la naturaleza moral del Estado.

Argelia luchó denodadamente para conquistar su derecho a la independencia. Copiando a la vieja Europa, se dio un Estado, y con él unos estadistas, y su población quedó sometida a dependencia. Ayer los amos eran franceses, hoy lo son argelinos encumbrados por azar u osadía. No existiendo tradición estatal en Argelia, bien se podía ensayar un sistema popular con modalidades igualitarias y de cohesión cordial. Ignorando la revolución, los jefes —esa peste universal— copiaron la mecánica social de los superestados y se sumergieron en la lucha de las rivalidades personales por ambición de Poder, por megalomanía de fondo totalitario.

En Marruecos, el rey Hassan se proclama dictador sin remilgos y en Tunicia el líder Burguiba se mantiene en jefe de Estado con carácter vitalicio. Y es que el Estado no tiene otro desemboque lógico. Toda su escala de jerarquías militares, políticas y religiosas conducen a la deposición del Poder en una sola y privilegiada mano: el rey, el dictador, el presidente, el líder supremo, el caudillo, el déspota a la manera de Trujillo, ante cuya realidad histórica las Constituciones, las sutilezas políticas, las cortes y las municipalerías son letra muerta y derecho abortado. La espada está presente en síntesis definitiva del Estado.

Hacemos bien los libertarios permaneciendo al margen de la realidad infernal, asocial del Estado. Todas las injusticias, las guerras, las privaciones, las concupiscencias, las prevaricaciones, las cobardías y las vejaciones, se justifican con la existencia del Estado.

Un día no lo habrá, y por anárquica que resulte la sociedad no llegará al grado caótico de este mundo con España, Portugal, Santo Domingo, Vietnam, Berlín E. y O., Formosa, Jerusalén, Siberia, y otros motivos de guerra que no desaparecerán sin que la vesanía estatal haya alumbrado otros.

El lavado de cerebros

por Julio ESTRADA

LA mayoría de los ciudadanos del mundo, gocen o no de los derechos del hombre y la protección liberal de la UNESCO, aunque disfruten de las regalías reglamentadas de los derechos humanos, sufren el freno de la ley, la lisonja, el soborno, el suicidio intelectual. «La manía de pensar puede resultar fatal». C. Wrigth Mills, el autor del libro «La élite del Poder», sucedió que murió siendo muy joven. Boris Pasternak, al publicar su novela, «El doctor Jivago», firmó su sentencia de muerte. Jean-Paul Sartre ha sido entrevistado por periodistas norteamericanos y la versión en inglés ha sido publicada por la revista «*Sólo para hombres*» Playboy. La revista «Cuadernos Americanos», que se publica en México DF, en su entrega de mayo-junio 1965 inserta un trabajo que machaca documentalmente la «Crisis de los intelectuales norteamericanos», y dice que: «Las subvenciones suministradas por la Agencia Central de Inteligencia (CIA) para la publicación de libros y revistas, representan sólo un síntoma de una enfermedad más generalizada.» Lo que en España era conocido como el *fondo de reptiles*, el plato de lentejas que hace callar y quita los ojos a los que no quieren comprometerse y se convierten en cortesanos, aduladores, escribas, vividores. Decir siempre sí, puede ser un negocio; saber decir no, es tener convicciones y mantener un ideal.

La planificación de la propaganda y la información, el establecimiento de las «cocinas económicas» que venden la bazofia para los lectores poco exigentes, funcionan en cadena como los expendios de la Coca Cola. Buscando en las espaciadas y escondidas fuentes de la verdad, se puede encontrar del lado norteamericano esta valiente opinión: «Se han vuelto cada día más dominantes las presiones económicas que el gobierno y las fundaciones «filantrópicas» ejercen sobre las últimas ciudadelas de la libertad de pensamiento: las universidades. Las voces más representativas de las universidades no discrepan ahora, como en épocas anteriores, sino, conscientemente o no, repiten sin imaginación y como pericos los sentimientos y puntos de vista de los grandes negocios, el gobierno federal y los militares.»

En el lado de la llamada cortina de hierro, de un escritor yugoslavo —Jovan Djordjevick— se puede leer: «Si no existe la seguridad económica, sólo los hombres de un heroismo excepcional se atreven a decir abiertamente lo que piensan. Los demás prefieren guardar silencio, por medio a quedarse sin trabajo. Los medios de difusión y de expresión en las sociedades capitalistas pertenecen, cada vez más exclusivamente a los bancos y la oligarquía financiera. Si pertenecen al gobierno, éste se encuentra en la mayoría de los casos bajo la influencia de las grandes compañías capitalistas. La palabra es utilizada, pues, cada vez más en servicio del poder económico, unido o no al poder político.» El sucio juego de la política, el mercantilismo de la vida placentera, ahora las potencias cerebrales y humanas del ser, que se convierte en cosa, al servicio de los poderosos y los pocos seres humanos que piensan y luchan, somos motejados de locos y visionarios.

Sentir ideas, tener ideas, defender ideas, es llenar la vida, darle un sentido a la existencia, dignificar la relación social, despertar la regeneración moral para garantizar la fraternidad, la justicia, la libertad y sabemos por experiencia que el hombre, todo hombre, cada ser humano, necesita aprender a ser humano para poder vivir en la sociedad socialista, como meta de la verdadera democracia y de la justicia social. Conviene, pues, sabernos desprender de la roña, la lepra de la moral capitalista, comercialista, utilitaria, sabiendo boycotear las lecturas de dogmas autoritarios, de tradición resignada, de mendacidad oficial y de adulación a los que mandan. Hoy no existe la verdad de información, todas las noticias son canalizadas para sólo decir lo que nos dejan saber, nada sabemos de la verdad política, social y económica del mundo.

Nuestra posición de lucha y combate en contra del Estado y de toda clase de explotación, nuestra línea de repudio al capitalismo y al comunismo, nos valoriza como movimiento de acrisolada independencia, refractario al lavado de cerebros. Podemos ignorar la verdad de las relaciones políticas y diplomáticas, pero no admitimos las mentiras puestas en circulación como verdades. Nosotros sabemos que la guerra del Vietnam no es una guerra de liberación nacional; sabemos que la invasión de la República Dominicana no pretendía salvar la democracia; nos consta que el depuesto presidente del Brasil no es comunista y que la mayoría de los países de Latinoamérica son dictaduras militares que se mantienen con el respaldo y el dinero de Norteamérica. También sabemos que en España se mantiene la dictadura fascista por la ayuda del capitalismo internacional y la cobardía de las centrales internacionales obreras; sabemos que no existe la lucha de clases, que la han convertido en chanchullo de colaboración y unidad nacional, lo mismo en la URSS que en Méjico, en

(Pasa a la página 2.)

CRÓNICA INTERNACIONAL

por GREGORIO QUINTANA

ALGER Y SUS PARALELISMOS

SI recurriéramos a «La técnica del golpe de Estado», de Curcio Malaparte, se nos aparecerían ciertas analogías entre el «golpe» del coronel Boumedienne y el que contribuyó a organizar Trotsky para desembarazarse de Kerensky. Pero el trabajo de C. Malaparte resulta sumamente esquemático y efectista.

En verdad la cosa fue más complicada y más larga en Petrogrado que lo que aparenta la exégesis del autor italiano. Más difícil fue allí entonces que recientemente en Argel.

Se trataba en Rusia de un largo proceso revolucionario que se desarrolló a lo largo de varias décadas y que desembocó en la toma del poder por parte de los bolcheviques. Es decir, por una de las fracciones que participaron en la Revolución. El «golpe» que corresponde atribuir a Trotsky tiene su lógica en un cuadro de acción revolucionaria, aunque la Revolución rusa, al no destruir el Poder, al reconstruir un nuevo Estado, se haya deslizado hacia nuevas fórmulas del despotismo clásico.

Para Boumedienne no se ha presentado un problema complicado. En un Estado embrionario, más burocrático que institucionalista, es fácil la tarea para los caudillos en potencia. El proceso de inestabilidad es signo de los Estados débiles. El Continente Sud y Centro americano constituyó un ejemplo que se repite con creces en todo el Continente africano y en los recientes nacionalismos asiáticos.

No hubo proceso revolucionario en Argelia, sino una rebelión inspirada en una afán de independencia nacionalista. Participaban en la lucha de «liberación» todas las tendencias partidarias de la constitución de un Estado. Al par andaban los reformadores y los tradicionalistas, los de la nueva burguesía nacida al socaire de la colonización y los revolucionarios, minoritarios éstos y no definidos en corrientes concretas. Los «partidos» no existían más que en la intención. Y los hechos inmediatos a la «liberación» obtenida prueban la precaridad de una fementida raigambre comunizante. Si bien se adoptó de inmediato el expediente del «Partido Unico» —medida similar en Rusia y en los países satélites— se efectuó ésta por forzado mimetismo. Sobre todo por necesidad apremiante de un centralismo indispensable al equilibrio de los Estados jóvenes, aún no estabilizados. Y la primera decisión del Partido Unico fue la de prohibir la existencia de una declarada fracción comunista, al tiempo que situaba de «facto» a la población obrera en las filas de una central sindical única, dependiente del Partido Unico. Y responsabilizaba a éste en el Estado.

La situación revolucionaria —si queremos aceptar el término— se presentó al inmediato de la «liberación» colonialista. En política internacional se hacía necesario el juego de la solidaridad entre países descolonizados, pero no por ello libres de su destino político ni económico.

En cuanto a política interior, el flamante Estado se veía obligado a la adopción de medidas que pudieran mantener en el pueblo un grado de entusiasmo susceptible de incorporar a las masas obreras y campesinas en la dura tarea de reestructurar el país, a medias desvastado por las incidencias de la guerra y por el sabotaje terrorista. De ahí proviene el famoso decreto de autogestión y todos los ensayos de nuevas fórmulas económicas y de producción.

Frente al pasado, tomaba la apariencia de una revolución la que se estaba operando mediante la política y los procedimientos de Ben Bella. Tal vez más profunda que la que se atribuye a Castro en Cuba, en la medida del contraste a examinar en cuanto a la situación de ambos países con anterioridad al predominio personal de los dos citados. Pero ni la una ni la otra —ni en Cuba ni en Argelia— pueden titularse revoluciones si se tiene en cuenta que las condiciones de base no han variado un ápice —en su fondo y en su substancia— de las que existían con anterioridad. La situación política de los pueblos respectivos se halla supeditada a las autoridades de turno. *Sin que puedan constituir sus organizaciones propias, independientes de la fuerza gobernante.* Y la situación económica continúa rigiéndose mediante el principio clásico de la explotación forzada. El tímido ensayo de la autogestión no podrá tener significación liberadora en tanto se halle dirigido por los representantes del Estado.

Si en Cuba se pudo insinuar la importancia de la intervención popular contra la dictadura de Batista; si en Argelia se puede hacer mención a la participación masiva en la lucha descolonizadora, puede afirmarse en cambio que en ninguno de los dos países se ha dado paso a la intervención popular en el terreno de la reconstrucción social y económica. En ambos se ha restituido pura y simplemente el Estado, con formas más virulentas y restrictivas que los conocidos métodos del Estado burgués. La España del 36, la «pregubernamental», la de las colectivizaciones y las de las milicias populares, voluntarias, continúa siendo un ejemplo estelar.

El futuro inmediato de Argelia es hoy motivo de cábala. No es posible establecer razones precisas a la maniobra del coronel Boumedienne. Todo permanece confuso. Pekín declara su reconocimiento y apoyo, dando a suponer que el hecho responde a su influencia directa en el afán de neutralizar a los moscovitas en la dirección de la famosa Conferencia de los Estados asiáticos y africanos que habría de desarrollarse próximamente en Argel. Pero al correr de las horas se percibe una desorientación general en el ánimo de los que habían de ser participantes. A las reuniones preliminares han acudido treinta y uno sobre cincuenta y ocho países invitados. No solamente habría fracaso sino probable suspensión que ciertamente no favorecería a Pekín y menos a Boumedienne, que al parecer se halla en pleno desprestigio.

Pero la «bomba» del momento se halla constituída por las afirmaciones «anticomunistas» del nuevo equipo mandatario y por la consiguiente defección e inquietud de los partidos comunistas de ya casi todos los países, empezando por el italiano y el francés. Boumedienne se declara ante todo árabe y ferviente de la restitución del Islam, limpio de impurezas doctrinarias marxistas y de no importa qué índole, todo invocando el vigor y la importancia de la «revolución» que debe continuar **su marcha...**

Todo se ha producido con una sorpresa tal que parece depender de una imprevisión poco probable en políticos experimentados. Salvo **la reacción inmediata** de Pekín, que en principio parecería sintomática, los hechos aparecen como motivados por «un coup de tête» de un ambicioso del Poder, desequilibrado por un acceso de envidia o de rencor. Todo es prematuro para juzgar. Pero en el fondo poco importa. Lo que cuenta es el consignar lo precario de todas las veleidades revolucionarias, cuando éstas cuentan como base de apoyo principios nacionalistas que no pueden conducir a otra cosa que a la reconstitución de nuevos Estados.

En cuanto a los delirios de grandeza, de autoridad de dominio, se manifiestan por doquier, envenenando las relaciones entre los hombres de todos los sectores, de todos los partidos, de todas las organizaciones.

Y esto no se cura con revoluciones, sino con una paciente, constante, profunda, transformación mental de los hombres.

UMBRAL

Sumario del número 42:

José Muñoz Congost: **PLUMA HISPANA. JOSE MARIA PUYOL ALBENIZ.**

José Viadiu: **ADALIDES DE LA LIBERTAD. FRANCISCO PI Y MARGALL.**

P. Bosch Gimpera: **EL ARTE RUPESTRE EN AMERICA.**

Luis di Filipo: **LA MISERIA DE LA DIALECTICA.**

Costa Iscar: **EL HOMBRE, REFLEJO DEL CALOR UNIVERSAL.**

Pierre Van Paassen: **LO NATURAL.**

Fernando Ferrer: **DOS LIBROS.**

Mastieno: **EL ABUELO, PENSADOR DE PROSAPIA.**

Triloe: **POEMAS.**

Campio Carpio: **TIEMPO Y ETERNIDAD.**

Dr. René Marino Aguirre: **EL MISTERIO DEL ENFERMAR CONTEMPORANEO.**

José Antonio Balbontín: **FERMIN GALAN (poesía).**

Lewis S. Feuer: **EL DILEMA DEL INTELECTUAL SOVIETICO.**

Noticiario, libros, notas, ilustraciones, etc.

UMBRAL sigue siendo la mejor revista de los españoles en exilio político.

Precio: 1 franco.

La «liberalización» de España y sus límites

(Continuación y fin.)

por A. GIACOMETTI

La información del Banco Mundial suma 61 «grandes empresas», en las cuales el INI tiene un total de tenencias por 36 mil millones de pesetas, aparte del capital nominal de las compañías, que es de 42.9 mil millones más. Existen cerca de 80 empresas bajo su dominio: 15 enteramente propias, 28 con mayoría en el control, 14 indirectamente controladas, tres con participación indirecta y más de diez con participación minoritaria. Estas incluyen la SEAT, compañía manufacturera de coches (que produce el FIAT italiano bajo licencia), ENASA (camiones y autobuses), ENSIDESA (acero), y en la industria de la alimentación las plantas procesoras de los residuos del aceite de oliva. El INI directamente emplea unas 100.000 personas.

Los planes para derrumbar un imperio de tal magnitud y persuadirlo a desprenderse a sí mismo de sus tenencias es predecir bastante; ello explica que encuentra fuerte oposición. Sin embargo, esto es precisamente lo que el gobierno se propone hacer. Partes del INI son ofrecidas a los inversores extranjeros y el ministro de la Industria asegura en la prensa que el resto no «competirá deslealmente» con la industria privada, puesto que operara sobre «normales líneas de mercado», con planes de inversión que se harán públicos previamente.

Otro golpe a la Falange fue el resultado de las huelgas de 1962, la nueva legislación sobre disputas industriales. En septiembre de 1962, entró en vigor un sistema de tres graduaciones. Este para conciliar intereses opuestos trata de instituir, a través de los sindicatos, el arbitraje por autoridades administrativas y, finalmente, dirigidas por especiales cartas laborales. El decreto, que tiene en cuenta reafirmar que las huelgas están prohibidas, no obstante concede que «en un rápido desarrollo económico» las disputas entre trabajadores y patronos son propensas a ocurrir. Hasta este decreto, tales disputas eran consideradas pertenecientes a los asuntos internos del sindicato y, si ellos no podían mantenerse dentro de los límites sindicales, la policía tomaba parte. Ahora los inspectores de trabajo están autorizados a mediar en los conflictos colectivos en cualquier momento, consultando imparcialmente con «ambos lados». El contexto del decreto implica que la organización del sindicato oficial puede ser pasada por alto cuando los trabajadores y patronos lo deseen. Si la mediación local falla, la disputa pasa entonces a un tribunal de arbitraje formal; sólo si la directiva del tribunal está en desacuerdo, podrá el gobierno intervenir «administrativamente».

Este nuevo cambio profundiza el agrietamiento que impera dentro de los sindicatos. Como fue aparente en su último congreso nacional, los defensores de la antigua ideología estatal corporativa están en conflicto con los trabajadores organizados, dándose el caso que los asociados más recientes, frecuentemente obligaban a tomar el lado obrero por las raíces del problema, en orden a evitar la pérdida total de su crédito, y por ende, incrementando la adopción de un punto de vista militante. Recientes artículos publicados en *Arriba*, el órgano oficial de Falange, indican que una reforma de la organización sindical, encaminada al establecimiento de una organización apoyando algunas ideas parecidas en la estructura sindical, es fuertemente defendida por una corriente influencial del sindicato burocrático.

Un beneficiario del nuevo decreto parece ser la HOAC, la hermandad obrera católica de tónica izquierdista. Otros a quienes puede beneficiar, naturalmente, es a los sindicatos ilegales (socialistas, sindicalistas y católicos) quienes ahora están en una posición mediatizada que estriba en hacer un regateo colectivo con las empresas, siempre que sus representantes sean electos como voceros de los trabajadores, sin tener la molestia de pasar por los canales oficiales de la organización sindical.

La eliminación en aumento de la Falange de todas las esferas de poder efectivo ha conducido a partes de la organización a adoptar una posición «de ala izquierda». En enero último, *Arriba* urgía a la joven generación a vigilar que las medidas económicas tomadas en España «muestren un claro y decisivo carácter social revolucionario». La juventud española, decía el artículo, debe entrar a la política de un «modo revolucionario», para llevar a cabo «la suerte de España» por quienes nuestros mejores representantes de *ambos lados* han muerto». El *New York Times*, en relación con lo citado comenta lo siguiente:

«La última evolución dentro de Falange es interpretada por numerosos observadores españoles como un audaz movimiento para ganarles la partida a los tecnócratas y unirse con socialistas y otros elementos de sentimientos izquierdistas del país. Privadamente, los falangistas están preparados para confirmar que las fuerzas activas dentro de un movimiento están actualmente buscando una «forma socialista española». Ellos, enfáticamente rechazan el remoquete de ala derecha para la Falange.»

La principal característica de «liberalización», entonces, es la fragmentación del régimen en sus diversos componentes bajo la presión de las

(Pasa a la página 2.)